



CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2011-2012

CH/AF

Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Procès-verbal de la réunion du 19 janvier 2012

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 5 janvier 2012
2. 6308 Projet de loi modifiant le Code du Travail
 - Rapporteur : Monsieur Ben Fayot
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
3. 6284 Projet de loi portant sur l'exploitation d'une base de données à caractère personnel relative aux élèves
 - Rapporteur : Monsieur Ben Fayot
 - Continuation de l'examen du Conseil d'Etat
4. 6341 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant
 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et
 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue
 - Rapporteur : Monsieur Fernand Diederich
 - Continuation de l'examen du Conseil d'Etat
5. Divers

*

Présents : M. Claude Adam, Mme Diane Adehm remplaçant M. Emile Eicher, M. André Bauler, M. Eugène Berger, M. Fernand Diederich, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser, M. Gilles Roth, M. Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, M. Serge Wilmes

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

M. Guy Colas, M. Michel Lanners, M. Jerry Lenert, M. Daniel Weiler, Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Mme Christiane Huberty, Administration parlementaire

Excusé : M. Claude Haagen

*

Présidence : M. Ben Fayot, Président de la Commission

*

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 5 janvier 2012

Suite à la demande du représentant du groupe politique « déi gréng », la phrase suivante est ajoutée à la page 5, à la fin du troisième paragraphe, du projet de procès-verbal susmentionné : « Cependant, pour le représentant du groupe politique « déi gréng », le dépistage de consommateurs de drogues à travers des tests avec des classes entières n'est pas une mesure adéquate ».

Sous réserve de cet ajout, le projet de procès-verbal est approuvé.

2. 6308 Projet de loi modifiant le Code du Travail - Examen de l'avis du Conseil d'Etat

Mme la Ministre rappelle que le projet de loi sous rubrique a pour objet principal de transposer le volet relatif à la promotion de la formation professionnelle continue de l'accord bipartite conclu le 6 juillet 2011 entre le Gouvernement et les organisations représentatives des entreprises. Il est ainsi proposé de relever le taux de la participation financière de l'Etat aux coûts de la formation professionnelle continue organisée par les entreprises de 14,5% à 20%. Le taux de subvention des frais de salaire est majoré de 15 points de pourcentage et donc fixé à 35% si le projet de formation s'adresse soit à des personnes qui n'ont pas de diplôme reconnu par les instances officielles et une ancienneté de service inférieure à dix ans, soit à des personnes qui ont dépassé l'âge de 45 ans. Cette dernière mesure est censée contribuer à augmenter la participation des deux groupes précités aux formations organisées par les entreprises et favoriser ainsi une meilleure productivité.

A la même occasion sont apportées d'autres modifications ponctuelles aux dispositions relatives à la formation professionnelle continue et à la formation de reconversion professionnelle.

Sur base d'un document de travail synoptique, la Commission procède à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat émis le 17 janvier 2012 (cf. annexe 1).

Observation préliminaire

Si d'après l'intitulé, le projet de loi sous rubrique entend modifier le Code du Travail, le Conseil d'Etat constate que certaines modifications prévues se réfèrent à la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle qui figure comme « code pilote ». Le Code du Travail doit être considéré comme « code suiveur ». D'un point de vue

légistique, le code dit « suiveur » devra strictement se cantonner à reprendre les dispositions d'un autre acte, dit « pilote ». Les dispositions « suiveuses » seront d'ailleurs à signaler dans le code en caractères italiques.

Selon le Conseil d'Etat, le projet de loi devra donc se subdiviser en trois articles : l'article 1^{er} modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008, l'article 2 portant sur les modifications du Code du Travail (regroupant les points 2 à 9 de l'article 1^{er} initial) et l'article 3 portant sur l'entrée en vigueur.

Reconnaissant la pertinence de cette observation, la Commission se rallie à la recommandation du Conseil d'Etat.

Intitulé

Renvoyant à son observation préliminaire, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'intitulé du projet de loi comme suit : « Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle et 2. le Code du Travail ».

La Commission fait sienne cette suggestion.

Article 1^{er} initial (Articles 1^{er} et 2 nouveaux)

Point 1 initial (nouvel article 1^{er})

Le point 1 vise initialement à remplacer le libellé de l'article L. 542-2 du Code du Travail. Il est tenu compte de la modification introduite par la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales dans son article 43, modification prévoyant que le ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions agréé les lycées et lycées techniques privés ainsi que les fondations et les associations privées comme organisateurs de formation continue. La reformulation du texte est nécessaire en vue des modifications proposées aux points 2 et 3 initiaux. Le présent texte proposé autorise également les communes, les ministères, les établissements publics et les personnes physiques privées à organiser des activités de formation professionnelle continue.

Comme évoqué ci-dessus, le Conseil d'Etat fait valoir que la disposition du point sous rubrique constitue en fait une modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 et non pas du Code du Travail qui n'est en l'espèce que le code suiveur. L'article 4, point i) de l'annexe 6 de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail, du livre IV, chapitre V précise que « Sont modifiées de plein droit par l'effet de leur modification subséquente, les dispositions du présent Code qui citent en les reproduisant des articles ou parties d'articles des lois suivantes : [...] i) la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle ».

La Haute Corporation relève encore que la loi précitée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales a modifié le point 4 de l'article L. 542-2 du Code du Travail (article 43 de la loi du 19 décembre 2008), et a supprimé les sociétés commerciales de l'énumération prévue à ce point. En ce qui concerne les associations, l'obligation d'un agrément individuel par règlement grand-ducal a été remplacée par l'obligation d'un agrément ministériel.

Le présent projet de loi entend modifier une nouvelle fois la liste des organisateurs de la formation professionnelle telle qu'établie par l'article modifié L. 542-2 du Code du Travail. Contrairement à l'avis commun du 8 septembre 2011 de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers, le Conseil d'Etat plaide pour le maintien de la référence à l'article 42

et non pas à l'article L. 542-1 du Code du Travail, afin de respecter les règles inhérentes au code pilote et au code suiveur.

Le Conseil d'Etat constate que désormais, les « lycées et lycées techniques privés » ne figureront plus au point 4, mais seront compris dans la définition plus large prévue au point 1 du projet de loi. Il suppose que les termes d'« autorités publiques » contenues dans cette disposition visent non seulement les autorités publiques luxembourgeoises, mais aussi les autorités publiques étrangères, même celles d'Etats non membres de l'Union européenne. Cette interprétation est d'ailleurs corroborée par le nouveau libellé des articles L. 234-60 et L. 234-73 du Code du Travail proposé ci-après. La Commission se voit confirmer cette interprétation par les responsables gouvernementaux.

Le Conseil d'Etat observe en outre que les centres de formation publics figurant actuellement au point 2 du paragraphe 1^{er} de l'article L. 542-2 du Code du Travail ne sont plus prévus expressément et suppose qu'ils tombent sous une des autres catégories énumérées sous ce paragraphe.

La Commission se voit informer dans ce contexte que les centres de formation publics sont à considérer comme faisant partie de la première catégorie, celle des « institutions bénéficiant du statut d'école publique ou privée reconnues par les autorités publiques et délivrant des certificats reconnus par ces mêmes autorités ».

Les points 3 et 5 complètent la liste des organisateurs par les communes, les ministères, les administrations et les établissements publics.

Le point 4 introduit dans la liste des organisateurs également les personnes physiques à côté des fondations et associations agréées figurant dans la version actuelle. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la plus-value de cet ajout, dans la mesure où les personnes physiques sont d'ores et déjà couvertes par la formule prévue au paragraphe 2 qui reste inchangé. Il se demande également si par l'insertion du terme d'« individuellement », suite au mot « agréées », les auteurs souhaitent étendre aux personnes physiques l'agrément ministériel prévu pour les associations.

La Commission se voit informer que les précisions en question visent à faire ressortir que chaque personne physique et chaque association ou fondation souhaitant organiser une formation professionnelle continue ou une formation de reconversion professionnelle doivent se faire agréer individuellement. Aucun agrément collectif n'est donc prévu.

Finalement, le Conseil d'Etat se doit de relever que les énumérations sont à rédiger moyennant des chiffres suivis d'un point, et non pas par des chiffres entre parenthèses.

Etant donné que la Commission se rallie à l'ensemble des observations d'ordre formel et légistique du Conseil d'Etat, le point 1 de l'article 1^{er} initial devient le nouvel article 1^{er}, libellé comme suit :

« Art. 1^{er}. Le Code du Travail est modifié comme suit : L'article 43 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle est remplacé comme suit :

1. L'article L. 542-2 est remplacé comme suit :

« Art. L. 542-2. Art. 43. (1) La formation professionnelle continue et la formation de reconversion professionnelle au sens de l'article 42 peuvent être organisées par :

- (1) 1. les institutions bénéficiant du statut d'école publique ou privée reconnues par les autorités publiques et délivrant des certificats reconnus par ces mêmes autorités ;
- (2) 2. les chambres professionnelles ;
- (3) 3. les communes ;

- (4) 4. les fondations, les personnes physiques et associations privées agréées individuellement à cet effet par le ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions ;
- (5) 5. les ministères, administrations et établissements publics.

(2) Toute autre institution ou personne désirant obtenir l'autorisation pour organiser des formations dans le cadre de l'article 42 doit se conformer à l'article L. 542-8 du Code du Travail. »

Points 2 et 3 initiaux (nouvel article 2, points 1 et 2)

Par les points 2 et 3 de l'article 1^{er} initial (points 1 et 2 de l'article 2 nouveau) sont remplacés les articles L. 234-60 et L. 234-73 du Code du Travail. Les nouveaux libellés redéfinissent les prestataires de formation qui permettent de bénéficier respectivement d'un congé individuel de formation ou d'un congé linguistique, par analogie au nouveau libellé de l'article L. 542-2 résultant de la modification de l'article 43 de la loi modifiée du 19 décembre 2008.

Dans son avis du 11 octobre 2011, la Chambre des Salariés critique cette généralisation au niveau des prestataires de formation éligibles en faisant valoir que les différentes formations ont des finalités différentes.

Le Conseil d'Etat peut toutefois soutenir l'approche gouvernementale, dans la mesure où elle devrait constituer une simplification pour les administrés. La crainte de la Chambre des Salariés, relative à l'absence d'un contrôle de qualité des organismes privés étrangers dispensant des formations, est relativisée du fait qu'il s'agit d'institutions reconnues par les autorités publiques étrangères. Cependant, le Conseil d'Etat se demande si on ne devrait pas limiter la liste de ces institutions à celles reconnues par les autorités publiques des Etats membres de l'Union européenne ou des pays assimilés.

Considérant que notamment dans le secteur financier, de nombreuses formations hautement spécialisées sont offertes par des prestataires américains, la Commission considère qu'il n'est pas opportun de limiter la liste des institutions éligibles comme préconisé par le Conseil d'Etat.

D'un point de vue formel, les tirets sont à remplacer par des chiffres suivis d'un point.

La Commission se rallie à cette observation.

Point 4 initial (nouvel article 2, point 3)

Le point 4 de l'article 1^{er} initial porte modification de l'article L. 542-11 du Code du Travail. Le libellé du premier paragraphe de l'article L. 542-11 est reformulé, afin de mettre en évidence que l'approbation ministérielle est donnée à partir du moment que le plan de formation respecte les formalités requises et que son contenu répond aux exigences légales.

Le remplacement des mots « doivent obtenir » par « obtiennent » ainsi proposé n'appelle pas d'observations de la part du Conseil d'Etat qui estime que cette modification n'implique pas de changement substantiel. En effet, le texte actuel implique d'ores et déjà que les plans de formation obtiennent l'approbation ministérielle du moment qu'ils respectent les formalités requises et que leur contenu répond aux exigences légales.

Les modifications préconisées des paragraphes 2 et 3 de l'article L. 542-11 visent à redresser la procédure de fixation des délais d'introduction de différents documents incombant initialement au pouvoir discrétionnaire du ministre, mais revenant de fait déjà au pouvoir réglementaire.

Dans son avis du 17 janvier 2012, le Conseil d'Etat affirme ne pas saisir la pertinence de cette modification, dans la mesure où dans le cadre du paragraphe 2 de l'article L. 542-11 du Code du Travail, la fixation du délai constitue une mesure individuelle. Il n'entend cependant pas s'opposer à cette nouvelle disposition.

Considérant que les subsides pour formation accordés aux entreprises dans le cadre de la présente législation constituent une mesure générale, la Commission estime que le recours au pouvoir réglementaire dans le contexte de la procédure afférente est susceptible d'en garantir une application uniforme. De cette façon est aussi assurée la conformité des dispositions en question avec le droit communautaire.

Le texte gouvernemental initial prévoit l'ajout d'un nouveau point 4 au paragraphe 4, alinéa 1^{er}. Par cet ajout, la commission consultative voit sa mission élargie à des contrôles qu'elle pourra réaliser auprès des entreprises du moment que l'exactitude des documents fournis donne lieu à des doutes. Le contact direct avec les entreprises permet à la commission de mieux formuler ses avis pour le ministre. Sont visés principalement par cette nouvelle mission les avis à émettre dans le contexte des sanctions administratives telles que prévues à l'article L. 542-19 du Code du Travail.

Le Conseil d'Etat se rallie à l'avis commun du 8 septembre 2011 de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers en ce que celui relève que cette nouvelle mission de contrôle n'est pas du ressort de la commission consultative, mais de la responsabilité du ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. Ceci est d'autant plus juste que dans l'esprit des auteurs sont plus particulièrement visés les avis à émettre dans le contexte des sanctions administratives prévues à l'article L. 542-19 du Code du Travail. En outre, cette nouvelle disposition manque de précision quant à l'étendue de la vérification. Le Conseil d'Etat ne saurait y marquer son accord et insiste sur la suppression de celle-ci.

La Commission parlementaire constate que la disposition en cause vise la commission consultative interministérielle qui est légalement constituée par l'article L. 542-11(4) du Code du Travail. Celle-ci est présidée par un représentant du ministre ayant la Formation professionnelle continue dans ses attributions, et se compose en outre d'un représentant du ministre ayant le Travail dans ses attributions, d'un représentant du ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions, d'un représentant du ministre ayant l'Economie dans ses attributions et de deux représentants du ministre ayant les Finances dans ses attributions, dont un agent de l'Administration des Contributions directes.

En émettant leur avis, les deux chambres professionnelles précitées ont par contre supposé que la disposition en cause fait référence à la commission de suivi, composée de manière tripartite. Or ce n'est pas cette commission qui est ici visée, d'autant que celle-ci ne dispose d'aucune base légale et réglementaire.

Concluant que les objections formulées par les deux chambres professionnelles reposent en fait sur un malentendu, comme elles l'ont d'ailleurs reconnu lors d'un contact informel avec les responsables gouvernementaux, la Commission plaide pour le maintien de l'ajout visé. Elle partage entièrement l'avis selon lequel la mission de contrôle relève de la responsabilité du ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions. Ceci est de fait garanti par les dispositions précitées du paragraphe 4, selon lesquelles le ministre en question se fait conseiller dans l'exercice de cette mission par une commission interministérielle qui est d'ailleurs présidée par le représentant du ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions.

Afin de mieux cadrer cette mission et afin de donner suite à la remarque du Conseil d'Etat selon laquelle cette nouvelle disposition manque de précision, la Commission propose de compléter le point 3 du paragraphe 4, alinéa 1^{er}, par l'ajout de la disposition en question.

Point 5 initial (nouvel article 2, point 4)

Le point 5 de l'article 1^{er} initial vise à modifier l'article L. 542-13 du Code du Travail. La modification préconisée au point 5a) initial relève le taux de l'aide directe pour formation professionnelle continue à vingt pour cent des coûts éligibles.

Par la disposition du point 5b) initial, visant à ajouter un troisième alinéa à l'article L. 542-13, il est envisagé de majorer ce taux de 15 points de pourcentage en ce qui concerne les frais de salaire si le projet de formation s'adresse à des salariés bénéficiaires d'un cofinancement particulier. Il s'agit soit de personnes qui n'ont pas de diplôme reconnu par les instances officielles et une ancienneté de service inférieure à dix ans, soit de personnes qui ont dépassé l'âge de 45 ans.

Dans son avis du 17 janvier 2012, le Conseil d'Etat constate au sujet de cette dernière mesure que le commentaire de l'article précise certes qu'il s'agit de personnes qui n'ont pas de diplôme reconnu par les instances officielles et une ancienneté de service inférieure à dix ans ou de personnes qui ont dépassé l'âge de 50 ans (45 ans prévus dans le règlement grand-ducal). Or le texte de l'article ne reprend pas cette définition qui est reléguée à un règlement grand-ducal. Par cette façon de procéder, le projet de loi laisse en fait à un règlement grand-ducal le soin de fixer l'importance de l'aide directe de l'Etat. Le Conseil d'Etat s'oppose formellement à cette disposition qui n'est pas conforme à l'article 99 de la Constitution.

Pour déterminer exactement les bénéficiaires d'un cofinancement particulier pourra éventuellement être reprise dans le projet de loi la définition que les auteurs proposent d'insérer à l'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 22 janvier 2009 pris en exécution de 1. la section 2 du chapitre II du titre IV du Livre V du Code du Travail 2. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Reconnaissant le bien-fondé des objections formulées par le Conseil d'Etat, la Commission considère que la définition des travailleurs visés est à inscrire dans la loi. Un amendement parlementaire afférent sera élaboré.

Le Conseil d'Etat relève en outre que, selon le texte en projet, figurent parmi les travailleurs pour lesquels un cofinancement particulier est prévu les personnes qui ont dépassé l'âge de 45 ans (50 ans selon le commentaire des articles) au début du plan de formation de l'entreprise. A l'instar de la Chambre des Salariés, le Conseil d'Etat se demande s'il n'y aurait pas lieu de prévoir des conditions supplémentaires pour cette catégorie de personnes.

La Commission constate que les conditions précitées ont été retenues dans le cadre d'un accord bipartite entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises. Il n'est guère indiqué de remettre en cause certains termes de cet accord. En ce qui concerne les conditions d'âge, la Commission se voit informer que finalement a été retenu le seuil de 45 ans, dans la mesure où selon les définitions en vigueur au niveau européen, une personne est considérée comme travailleur âgé dès qu'elle a dépassé l'âge de 45 ans.

Point 6 initial (nouvel article 2, point 5)

Le point 6 de l'article 1^{er} initial vise à remplacer le paragraphe 2 de l'article L. 542-14 du Code du Travail. Il s'agit de transposer les nouveaux taux de l'aide directe en pourcentage correspondant au niveau de la bonification d'impôt.

Le Conseil d'Etat constate que le texte gouvernemental proposé renvoie de nouveau à un règlement grand-ducal pour voir définir les travailleurs bénéficiant d'un cofinancement particulier. Selon le Conseil d'Etat, cette manière de procéder contrevient à l'article 101 de la Constitution aux vœux duquel « nulle exemption ou modération [d'impôts] ne peut être

établie que par une loi ». Conformément à l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution, les règles essentielles relatives à la bonification d'impôt sont à insérer dans la loi.

Se ralliant à l'avis du Conseil d'Etat, la Commission décide d'élaborer un amendement parlementaire afférent.

Point 7 initial (nouvel article 2, point 6)

Le point 7 de l'article 1^{er} initial porte modification de l'article L. 542-17 du Code du Travail. Il en résulte qu'il revient désormais aux entreprises de certifier les formations aux bénéficiaires. De fait, conformément à la politique générale de laisser l'initiative de la formation continue pour les salariés d'entreprise au niveau de l'entreprise, il apparaît aujourd'hui logique de transférer également l'émission de certificats à l'organisateur responsable, donc à l'entreprise.

Le Conseil d'Etat signale dans son avis du 17 janvier 2012 que l'article L. 542-17 prévoit deux types de certificats qui sont actuellement délivrés par le ministre :

1. le certificat délivré à la suite d'une épreuve ou d'un test de connaissance qui indique le programme suivi ainsi que le résultat obtenu par le candidat et
2. le certificat de fréquentation.

Si le Conseil d'Etat n'a pas d'objection à formuler quant à la délivrance d'un certificat de fréquentation par l'organisateur de la formation professionnelle continue, il hésite cependant à voir l'Etat se dessaisir de sa mission de validation de la formation continue. Le Conseil d'Etat considère que le certificat prévu sous le point 1 constitue un titre sanctionnant une formation professionnelle et certifiant que le titulaire a subi avec succès les épreuves consacrant l'actualisation de ses connaissances. Il se demande si l'entreprise organisatrice de la formation continue présente des garanties suffisantes quant à la neutralité et l'impartialité requises en matière de certification.

La Commission donne à penser dans ce contexte qu'en vertu de l'article L. 542-2 du Code du Travail, les organisateurs privés de formations professionnelles continues doivent être en possession d'un agrément ministériel. Comme la délivrance de cet agrément va de pair avec un contrôle de qualité, les organisateurs présentent bel et bien les garanties requises en vue de la certification.

Dans cette optique, la Commission propose, par le biais d'un amendement parlementaire, de remplacer à l'article L.542-17 les termes de « le ministre » par ceux de « le prestataire de formation », notion plus appropriée que celle d'« entreprise » figurant dans le texte initial.

Point 8 initial (nouvel article 2, point 7)

Par le point 8 de l'article 1^{er} initial est abrogé l'article L. 542-18 du Code du Travail. La modification de l'article L. 542-17, ainsi que le dispositif mis en place par la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle rendent en effet cet article superfluet.

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat, ce point est adopté par la Commission dans la teneur gouvernementale proposée.

Point 9 initial (nouvel article 2, point 8)

Le point 9 de l'article 1^{er} vise à compléter l'article L. 542-19 du Code du Travail. Il s'agit de prévoir, à l'instar des législations en matière de développement régional et en matière d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, des sanctions administratives plus

précises qui peuvent être prises par le ministre, ainsi que des sanctions pénales vis-à-vis des entreprises qui auraient fourni des informations sciemment inexactes en vue d'obtenir une subvention de l'Etat.

Le Conseil d'Etat constate que le nouveau paragraphe 3 qu'il est proposé d'ajouter à l'article L. 542-19 soumet les entreprises ayant obtenu les avantages prévus sur base de renseignements sciemment inexacts ou incomplets aux peines prévues aux articles 496 et suivants du Code pénal. En fait, c'est l'article 496 du Code pénal qui fixe le taux de la peine en cas d'escroquerie : les peines y prévues sont l'emprisonnement d'un mois à cinq ans et l'amende de 251 euros à 30.000 euros. Les articles subséquents qui renvoient à ces peines couvrent les situations visées par les nouvelles dispositions que les auteurs envisagent d'insérer à l'article L. 542-19¹. Le Conseil d'Etat estime dès lors que le nouveau paragraphe 3 est superfluet et qu'il échut de le supprimer.

La Commission se rallie à cet avis et propose de supprimer le nouveau paragraphe 3. En découle la nécessité d'adapter la numérotation du paragraphe subséquent.

Le nouveau paragraphe 4 proposé par le texte gouvernemental énonce l'exclusion des entreprises qui ont tenté d'obtenir indûment une participation financière de l'Etat du bénéfice des avantages prévus par la loi.

Le Conseil d'Etat souligne que ces entreprises tombent sous l'application de l'article 496-1 du Code pénal et risquent d'ores et déjà une sanction pénale. Si les auteurs du projet de loi entendent instituer une sanction administrative à côté de la sanction pénale prévue par le Code pénal, on peut s'interroger pour quelles raisons ils ne visent que les entreprises ayant tenté d'obtenir une subvention de l'Etat sur base d'informations inexactes ou incomplètes et non point celles qui l'ont déjà obtenue. Selon le Conseil d'Etat, la sanction prévue devrait s'étendre également à ces entreprises.

D'ailleurs, dans ce contexte se pose le problème du cumul de sanctions pénales et administratives en relation avec le principe dit « *non bis in idem* ». Il faut se rendre à l'évidence que la loi en projet sanctionne les mêmes faits au niveau administratif et au niveau pénal. On pourrait défendre l'approche que la finalité des mesures n'est pas la même. Les peines pénales prévues ont un objectif de sanctionner le contrevenant, alors que les mesures administratives visent, non pas à imposer une amende administrative, mais à amener l'entreprise à respecter la loi, et à l'empêcher de perpétrer une nouvelle infraction en l'excluant pour une durée déterminée du bénéfice des avantages.

¹ **Art. 496.** Quiconque, dans le but de s'approprier une chose appartenant à autrui, se sera fait remettre ou délivrer ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, meubles, obligations, quittances, décharges, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, ou pour abuser autrement de la confiance ou de la crédulité, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 30.000 euros.

Le coupable pourra de plus être condamné à l'interdiction, conformément à l'article 24.

Art. 496-1. Est puni des peines prévues à l'article 496, celui qui sciemment fait une déclaration fausse ou incomplète en vue d'obtenir ou de conserver une subvention, indemnité ou autre allocation qui est, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, d'une autre personne morale de droit public ou d'une institution internationale.

Art. 496-2. Est puni des peines prévues à l'article 496, celui qui suite à une déclaration telle que visée à l'article précédent, reçoit une subvention, indemnité ou autre allocation à laquelle il n'a pas droit ou à laquelle il n'a droit que partiellement. Est puni des mêmes peines celui qui aura sciemment employé une subvention, indemnité ou allocation telle que visée à l'article précédent, à d'autres fins que celles pour lesquelles elle a été initialement accordée.

Art. 496-3. (L. 30 mars 2001) Est puni des peines prévues à l'article 508, celui qui accepte ou conserve une subvention, indemnité ou autre allocation, ou partie d'une subvention, indemnité ou autre allocation, sachant qu'il n'y a pas droit.

Si le législateur entend maintenir la sanction administrative prévue, le Conseil d'Etat exige, sous peine d'opposition formelle, que soit institué un recours en réformation devant le tribunal administratif contre les décisions du ministre, et ce pour satisfaire aux exigences de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme².

La Commission estime que par l'introduction de sanctions administratives, le Gouvernement vise à amener l'entreprise à respecter la loi et à l'empêcher de perpétrer une nouvelle infraction, si bien qu'elle se prononce pour le maintien du paragraphe 4 devenant le nouveau paragraphe 3. Par le biais d'un amendement parlementaire, ce paragraphe sera complété par le renvoi au recours en réformation, comme l'a exigé le Conseil d'Etat dans son avis du 17 janvier 2012.

Article 2 initial (nouvel article 3)

Dans son avis du 17 janvier 2012, le Conseil d'Etat considère que la rétroactivité prévue par cet article ne présente pas d'inconvénient, étant donné qu'il s'agit de mesures qui touchent favorablement des situations juridiques pleinement formées sous l'empire de la loi ancienne, sans heurter des droits de tiers qui rétroagissent.

Si pour des raisons d'ordre budgétaire le législateur entendait fixer l'entrée en vigueur à une date plus rapprochée à celle de l'adoption de la loi, le Conseil d'Etat peut dès à présent se déclarer d'accord avec cette modification.

La Commission adopte l'article dans la teneur gouvernementale proposée.

En ce qui concerne la suite de la procédure, il est retenu que lors d'une réunion ayant lieu le **mercredi 25 janvier 2012, à 14.30 heures**, la Commission adoptera les amendements parlementaires qui ont été dégagés au cours du présent examen du projet de loi à la lumière de l'avis du Conseil d'Etat.

3. 6284 Projet de loi portant sur l'exploitation d'une base de données à caractère personnel relative aux élèves **- Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat**

M. le Président-Rapporteur rappelle que lors de la réunion du 12 janvier 2012, les membres de la Commission ont procédé à un échange de vues au sujet des principaux questionnements et problématiques soulevés par l'avis du Conseil d'Etat datant du 6 décembre 2011 (cf. procès-verbal afférent).

A l'aide d'un tableau synoptique reprenant aussi bien les observations des chambres professionnelles et d'autres organismes que celles émises par le Conseil d'Etat (cf. annexe 2), la Commission procède à l'examen détaillé de l'avis de la Haute Corporation.

Intitulé

Dans son avis du 6 décembre 2011, le Conseil d'Etat rappelle qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des

² Cour européenne des droits de l'homme, arrêt *Silvester's Horeca Service* du 4 mars 2004

données à caractère personnel, le « traitement de données à caractère personnel » est défini comme « toute opération ou ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés, et appliquées à des données, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication, la transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction ».

Dans le souci de mettre le projet de loi sous rubrique en concordance avec la loi précitée du 2 août 2002, l'intitulé est à modifier pour lui donner la teneur suivante : « Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves ».

Il convient de tenir compte de cette recommandation.

Article 1^{er}

Cet article définit les termes les plus importants figurant dans le projet de loi.

Etant donné que la loi en projet est complémentaire par rapport à celle du 2 août 2002, le Conseil d'Etat signale qu'il y a lieu de se référer aux définitions données par celle-ci. L'article sous avis mentionnera dès lors uniquement les définitions qui ne sont pas contenues dans la loi de 2002.

Point 1

Le Conseil d'Etat constate que selon la définition proposée au point 1, on entend par « élèves » « toutes les personnes résidant au Luxembourg et recevant un enseignement de ce niveau au Luxembourg ou à l'étranger ».

Dans ce contexte se pose la question de savoir ce qu'il en est des élèves qui fréquentent notamment l'Ecole européenne de Luxembourg, l'International School of Luxembourg, l'Ecole française de Luxembourg, le Lycée Vauban, l'Ecole Waldorf, la St. George International School Luxembourg, l'Ecole maternelle « Les Poussins », l'Ecole maternelle « Mini Collège » ou la Scuola materna italiana.

Il est clair que l'obligation de communiquer des données n'existe pas à l'égard des autorités étrangères et des établissements d'enseignement établis à l'étranger, dans la mesure où la loi luxembourgeoise ne peut les atteindre. Elle ne joue pas non plus à l'égard de l'Ecole européenne ; celle-ci est en effet soustraite à l'emprise de la loi luxembourgeoise et bénéficie d'un statut international résultant de la Convention portant statut des Ecoles européennes, conclue par les Etats membres de l'Union européenne.

Le Conseil d'Etat soulève la question de savoir si les autres écoles citées tombent toutes dans le champ d'application de la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé, de sorte à être obligées de communiquer les informations concernant leurs élèves au traitement en projet. Dans la négative, il faudrait créer une base légale adéquate dans le cadre du projet de loi sous rubrique.

La Commission constate qu'il ressort de la définition du terme d'« élèves » telle que proposée au point 1 que la base de données est censée contenir des informations au sujet de tous les élèves de l'enseignement public et privé au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire, englobant la formation professionnelle et l'enseignement différencié. La base comprend également les données des personnes suivant la formation des adultes organisée par le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle (ci-après : MENFP), ainsi que de tous les élèves résidents suivant un enseignement à ces différents niveaux au Grand-Duché ou à l'étranger. Cette précision vise notamment les élèves de l'Ecole européenne de Luxembourg, du lycée transfrontalier

Schengen à Perl (Sarre), de l'École de l'Armée, de l'École de Police, des centres socio-éducatifs de l'Etat, ainsi que les détenus du Centre pénitentiaire suivant une formation.

Dans ce contexte, il est confirmé que, comme le souligne le Conseil d'Etat, l'obligation de communiquer des données n'existe pas à l'égard des autorités étrangères et des établissements d'enseignement établis à l'étranger, dans la mesure où la loi luxembourgeoise ne peut les atteindre. Elle ne joue pas non plus à l'égard de l'École européenne. Même si ces écoles ne peuvent donc pas être contraintes à communiquer des données, force est de constater que bon nombre d'entre elles le font, après avoir obtenu une autorisation afférente de l'autorité compétente de leur pays. C'est ainsi que la définition visée entend mentionner tous les élèves qui *peuvent* figurer dans la base de données. Dans cette optique, il serait envisageable d'introduire à l'article 4 une différenciation entre les autorités et entités dont le MENFP obtient de droit des données et celles dont il peut obtenir des données à titre facultatif.

En ce qui concerne les écoles privées qui ne relèvent pas d'un autre Etat ou d'un statut particulier, elles tombent effectivement dans le champ d'application de la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé, si bien qu'elles sont obligées de fournir les informations en cause.

Quant aux élèves bénéficiant d'un enseignement à domicile (cf. article 9 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire), ils sont aussi enregistrés dans la base de données prévue, étant donné que, dans le cadre du contrôle de l'obligation scolaire, l'organisation d'une formation scolaire à domicile est soumise à une autorisation à solliciter auprès de l'inspecteur d'arrondissement (cf. article 21 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental).

Les élèves qui ne résident pas au Luxembourg, mais qui y fréquentent un établissement scolaire sont compris dans la définition, plus précisément dans la première partie de celle-ci disposant qu'il faut entendre par « élèves » « *toutes les personnes inscrites* à un établissement d'enseignement établi sur la base des lois régissant l'enseignement fondamental, secondaire, secondaire technique, la formation professionnelle, l'éducation différenciée, la logopédie, la formation des adultes, l'enseignement supérieur de type court ainsi que sur la base de la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé ». Le MENFP obtient les données les concernant via l'établissement où ils sont inscrits.

Les élèves résidant au Luxembourg et fréquentant un établissement scolaire à l'étranger sont aussi compris dans la définition (cf. « de même que *toutes les personnes résidant au Luxembourg et recevant un enseignement de ce niveau* au Luxembourg ou à l'étranger »). Les données les concernant font toutefois partie des informations que le MENFP peut obtenir à titre facultatif.

Du point de vue purement rédactionnel, le Conseil d'Etat signale encore qu'il y a lieu d'employer le mot « élève » au singulier et d'écrire : « élève : toute personne inscrite... ».

Point 2

C'est suite à une recommandation de la Commission nationale pour la protection des données (ci-après : CNPD) que le texte du projet de loi sous rubrique propose également une définition du terme d'« administration de l'Education nationale ». Ce terme englobe le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle ainsi que tous les services et écoles placés sous son autorité. Il s'agit en l'espèce des écoles fondamentales et des lycées et lycées techniques publics, des instituts de l'Education différenciée, des centres

de formation professionnelle continue, de l'Institut national des langues, ainsi que des différents services du ministère.

Dans son avis du 6 décembre 2011, le Conseil d'Etat fait valoir que si l'attribut d'être « susceptible de », c'est-à-dire d'être « apte à » ou d'être « capable de » collecter et de traiter les données doit servir comme critère de définition, il doit être circonscrit, soit en énumérant les textes législatifs ou réglementaires conférant cette aptitude, soit en en fixant les contours avec précision. Si, par contre, cet attribut ne doit pas servir comme critère définitoire, il est à omettre.

Considérant que cet attribut n'est pas censé servir de critère définitoire, les responsables gouvernementaux proposent de l'omettre.

Le Conseil d'Etat constate en outre que selon la définition sous rubrique, relative à l'Administration de l'Education nationale, on entend par ministre « le ministre ayant l'Education nationale et la Formation professionnelle dans ses attributions » (en abrégé le ministre). Afin d'éviter toute équivoque dans le futur, le Conseil d'Etat propose de rattacher la responsabilité du traitement de données à caractère personnel projeté à la seule compétence de l'Education nationale. La circonstance que les compétences de l'Education nationale et de la Formation professionnelle sont à présent assumées par la même ministre n'est en effet que purement conjoncturelle. La définition sous rubrique est donc à redresser dans le sens qu'on entend par ministre celui ayant l'Education nationale dans ses attributions.

Il convient de tenir compte de cette recommandation.

Point 3

Le point 3 définit la notion de « base de données ».

Le Conseil d'Etat signale que pour être cohérent avec la loi précitée du 2 août 2002, il y a lieu de ne pas utiliser cette expression et d'en omettre la définition en la remplaçant par celle du « traitement de données à caractère personnel » à emprunter à l'article 2 de cette même loi.

Il convient de tenir compte de cette recommandation.

Point 4

Le point 4 définit la notion d'« administrateur ».

Le Conseil d'Etat fait valoir que pour les raisons exposées au point qui précède, cette expression doit être abandonnée et sa définition supprimée.

Il convient de tenir compte de cette recommandation.

Point 5

Le point 5 définit la notion d'« utilisateur ».

Le Conseil d'Etat signale que pour les raisons exposées ci-dessus, l'expression d'« utilisateur » est également à abandonner et sa définition à omettre.

Il convient de tenir compte de cette recommandation.

Article 2

Cet article autorise le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle à exploiter la base de données relative aux élèves en tant que propriétaire et gestionnaire.

En ce qui concerne la notion de « ministère », le Conseil d'Etat fait valoir qu'il relève d'une mauvaise technique législative de mentionner les départements ministériels dans un texte de loi, étant donné que ceux-ci ne disposent pas d'une existence propre, Pour cette raison, il y a toujours lieu de remplacer le terme de « ministère » par celui de « ministre ».

Il convient de tenir compte de cette recommandation.

Le Conseil d'Etat observe en outre que pour des raisons de cohérence avec la loi précitée du 2 août 2002, il convient de ne faire référence ni à une « autorisation » ni à une « base de données », mais de se référer plutôt aux « traitements de données à caractère personnel » à mettre en œuvre et aux « fichiers ».

Pour les mêmes raisons de cohérence entre loi spéciale et loi générale, il y a lieu de désigner le responsable du traitement et éventuellement le sous-traitant, et de renoncer à la nomination d'un « administrateur ».

Il convient de tenir compte de cette recommandation.

Renvoyant à sa réflexion faite dans le cadre des considérations générales, le Conseil d'Etat entend encore créer à la charge du responsable du traitement l'obligation légale de nommer un chargé de la protection des données.

Compte tenu de ces considérations, le Conseil d'Etat propose de formuler l'article 2 comme suit :

« **Art. 2.** (1) Le ministre met en œuvre les traitements des données à caractère personnel concernant les élèves et leurs représentants légaux qui sont nécessaires à la réalisation des finalités énoncées à l'article 3. Les dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel s'appliquent également aux traitements de données à caractère personnel prévus par la présente loi.

(2) Le ministre a la qualité de responsable du traitement. Il peut faire exécuter sous sa responsabilité tout ou partie des obligations qui lui incombent en vertu de la loi à un membre du cadre supérieur de son ministère.

(3) Le ministre désigne parmi les fonctionnaires du cadre supérieur de son ministère un chargé de la protection des données. »

En ce qui concerne le chargé de la protection des données tel que préconisé, la Commission se voit informer que le règlement grand-ducal du 27 novembre 2004 concernant le chargé de la protection des données et portant exécution de l'article 40, paragraphe (10) de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel³ en définit les modalités de nomination, ainsi que les conditions de formation et les missions.

Il est constaté qu'en vertu du libellé proposé par le Conseil d'Etat, le ministre de l'Education nationale se voit attribuer la responsabilité légale du traitement des données. Il semble opportun que les responsables du MENFP se concertent avec les autres ministères au sujet

³ <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2004/0200/2004A29561.html>

de cette question, afin que le Gouvernement puisse se mettre d'accord sur une démarche uniforme, garantissant un traitement égal de tous les ministres.

Article 3

Cet article décrit le caractère des données personnelles relatives aux élèves figurant dans la base. Ces données concernent aussi bien la scolarité des élèves d'un point de vue administratif et pédagogique (suivi du parcours scolaire) que des renseignements sur leur milieu socio-familial, qui sont importants pour appréhender leur développement dans le milieu scolaire. Il est prévu que la nature exacte des données pouvant être collectées sera définie dans un règlement grand-ducal pris en exécution de cette loi.

L'article énonce également les finalités pour lesquelles les données personnelles sont saisies dans la base. Il s'agit d'une précision des finalités telles qu'elles sont décrites dans l'article 20 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire.

En partant de l'idée que les données que l'on collectera doivent servir une finalité légitime définie d'avance, le Conseil d'Etat propose de diviser l'article 3 en deux paragraphes dont le premier sera réservé à l'énoncé des finalités du traitement et le deuxième à l'énoncé des catégories de données à caractère personnel à soumettre au traitement.

En ce qui concerne les données à soumettre au traitement, le Conseil d'Etat rappelle que selon l'article 5 de la Convention de 1981, de même que selon l'article 4, paragraphe 1^{er}, point (4) de la loi du 2 août 2002, les données à traiter, et donc à collecter, doivent être adéquates, pertinentes et non excessives par rapport aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées ou traitées. Il soulève la question de savoir si tel est le cas pour toutes les données qu'il est projeté de soumettre au traitement. La question se pose plus particulièrement en ce qui concerne les informations relatives au milieu socio-culturel et familial de l'élève.

Tout en citant un extrait de l'avis du 26 juillet 2010 de la CNPD relatif à l'avant-projet de règlement grand-ducal que le MENFP a dans un premier temps entendu prendre au sujet de la base de données projetée, la Haute Corporation demande que le contenu de la notion d'« informations sur le milieu socio-culturel et familial de l'élève » soit précisé davantage : d'abord, en indiquant à quelle branche des finalités le traitement de ces données se rattache et, ensuite, en fournissant des précisions de nature à montrer l'adéquation, la pertinence et la non-excessivité du traitement par rapport à la finalité à laquelle il se rapporte.

Quant aux finalités du traitement, le Conseil d'Etat, en invoquant les principaux textes de référence en la matière, fait valoir que plus la donnée à traiter est sensible, plus l'intérêt public à la base du traitement doit être élevé. Et la finalité qui en découle pour légitimer le traitement doit être formulée avec d'autant plus de rigueur.

De ce point de vue, le Conseil d'Etat se heurte au manque de rigueur, c'est-à-dire au degré élevé d'imprécision et au caractère trop large et extensif, de la finalité formée par « l'accomplissement des missions de l'Ecole en général ». En conséquence, il exige, sous peine d'opposition formelle, que cette finalité soit mieux explicitée, c'est-à-dire cernée et formulée avec plus de précision.

Mme la Ministre explique que le MENFP a la mission d'assurer l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole. S'y ajoute la nécessité de suivre les élèves tout au long de leur parcours scolaire. Dans ce contexte se pose la question de savoir s'il est justifié que le MENFP souhaite également disposer de certaines données susceptibles de contribuer à évaluer l'efficacité de l'enseignement et à fournir des explications à d'éventuelles déficiences.

Un exemple est fourni par l'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires, dans la mesure où le taux d'encadrement de base est majoré en

fonction de l'indice social établi pour chaque commune. Cette disposition vise à assurer que les communes présentant une composition socioéconomique et socioculturelle moins avantageuse bénéficient d'un taux d'encadrement plus élevé. Or pour établir ce taux, il est indispensable de disposer de certaines données relatives aux origines socioculturelles des élèves.

Par ailleurs, dans le cadre des épreuves communes et des épreuves standardisées, il est prévu de faire parvenir un *feedback* à chaque école sur les résultats de ses élèves et, pour les écoles fondamentales, sur la progression des élèves par rapport aux socles de compétences. Pour pouvoir apprécier les efforts fournis par chaque établissement et pour situer les résultats obtenus dans leur juste contexte, il est nécessaire de les pondérer en fonction des origines socioculturelles de la population scolaire de l'école en question. A cet effet, il importe évidemment de disposer des données afférentes. Jusqu'à présent, ces données sont à chaque fois collectées par le biais d'un questionnaire soumis aux élèves lors de l'épreuve. Pour ce faire est sollicitée à chaque fois une autorisation auprès de la CNPD. Par le projet de loi sous rubrique, le MENFP serait autorisé de façon générale à collecter les données visées à des fins d'évaluation et d'étude du système éducatif.

Parmi les données qu'il y a lieu de collecter dans cette optique figurent des informations relatives à l'activité professionnelle des parents des élèves, à la langue parlée à la maison, ainsi qu'à la catégorie de revenu de la famille.

Cette problématique doit être mise en relation avec la question de la durée de conservation des données (cf. article 8). Mme la Ministre estime que dans la mesure où il faudra préciser dans le projet de loi même les données à caractère personnel qu'il est prévu de soumettre à un traitement, il sera envisageable de spécifier pour chaque donnée la durée de conservation. Cette durée est de fait susceptible de varier selon la nature de la donnée en cause. Alors qu'il est indispensable de conserver les informations relatives aux bulletins scolaires et aux résultats des examens de fin d'études pendant un laps de temps assez important, la durée de conservation d'autres données peut être plus réduite.

Echange de vues

Le représentant du groupe politique « déi gréng » plaide pour la nécessité de différencier en ce qui concerne le traitement et notamment la durée de conservation des données en fonction de la nature de ces dernières.

Pour ce qui est de la question d'une éventuelle décentralisation partielle de ce traitement, son groupe politique en est arrivé à la conclusion que tout bien considéré, il est préférable d'opter pour une base de données centralisée qui est susceptible d'offrir de plus solides garanties en matière de sécurité. Il importe toutefois de réglementer strictement les accès à cette base de données en vertu des principes de proportionnalité et de nécessité.

Le groupe politique « déi gréng » reconnaît l'utilité et l'opportunité de collecter, à des fins d'études, certaines données relatives au milieu socioculturel des élèves. Reste à résoudre la question de la durée de conservation de ces données plus délicates. S'y ajoute la nécessité d'en assurer l'anonymisation. Il est vrai que si l'on opte pour une durée de conservation plus réduite des données, il se pose la question de savoir s'il est encore possible de réaliser des études longitudinales.

Un membre du groupe politique DP affirme reconnaître également la nécessité de réaliser des études relatives au système éducatif. Il reste à en clarifier les modalités et la forme. En outre, il faudrait vérifier quelles sont les données absolument indispensables dans ce contexte et s'interroger sur l'utilité de certaines données collectées (cf. nombre de salles de bains, de téléphones portables etc. dont disposent les ménages). Quant aux études longitudinales, ne serait-il pas envisageable de les réaliser sur base d'échantillons représentatifs ?

Se référant à sa position défendue lors de la réunion du 12 janvier 2012 (cf. procès-verbal afférent), un autre représentant du groupe politique DP plaide pour la mise en place de bases de données décentralisées qui soient toutes conformes à un schéma rigoureux et qui soient régies par des dispositions légales précises.

Il est rappelé que le groupe politique DP défend une attitude critique à l'égard du projet de loi qui lui semble aller trop loin. Il est fait valoir qu'il serait utile d'analyser de plus près l'avis du Conseil d'Etat qui émet de nombreuses observations critiques à l'égard des dispositions prévues et qui soulève bon nombre d'interrogations concernant entre autres leur cadre légal.

Le représentant de la sensibilité politique ADR renvoie à ses prises de position lors de la réunion du 12 janvier 2012 (cf. procès-verbal afférent), pour réaffirmer qu'à son avis le principe de la protection de la vie privée prime sur toutes les considérations évoquées ci-dessus. De plus, il est essentiel de garantir que les concernés ne soient amenés à fournir des réponses relatives au milieu socioculturel que de façon volontaire et de les informer de leur droit de refus. De même, il appartient uniquement aux personnes directement intéressées de communiquer ou non des informations qui les concernent. Ainsi, les élèves ne devraient pas être amenés à fournir des renseignements au sujet de leurs parents.

Au nom du groupe politique LSAP, M. le Président-Rapporteur se prononce pour l'opportunité de réaliser des études au sujet du système éducatif et de collecter les données nécessaires à cet effet, tout en tenant compte des réserves formulées par le Conseil d'Etat.

L'expert gouvernemental souligne l'importance des études longitudinales qui sont susceptibles d'apporter des éclairages complémentaires par rapport aux études réalisées à un seul moment précis qui ne sauraient fournir que des « instantanés ».

En ce qui concerne les données relatives à la catégorie socioprofessionnelle, la question fondamentale est celle de la finalité des données collectées. Comme exposé ci-dessus, elles permettent, entre autres dans le cadre des épreuves communes ou standardisées et en relation avec le contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires, de tenir compte des disparités liées aux origines sociales des élèves.

Il existe deux méthodes pour déterminer les catégories socioprofessionnelles. La méthode directe consiste à vérifier le revenu de la famille. L'expérience a révélé qu'il est toutefois peu aisé d'obtenir ainsi des données fiables. Une seconde méthode, plus indirecte, a recours à des questions relatives au standard de vie des familles (cf. nombre de salles de bains, de postes de télévision, de téléphones portables etc.). Il est de fait scientifiquement prouvé que les enfants sont parfaitement en mesure de fournir ces renseignements. De cette façon peuvent être déterminés pour chaque élève un indice ou une catégorie socioprofessionnels. Il convient de préciser qu'il s'agira seulement de dégager quelque trois à quatre grandes catégories, allant des élèves issus d'un milieu socioculturel privilégié aux élèves provenant d'un milieu défavorisé. L'on ne se situe donc pas au niveau de l'individu, mais plutôt dans la logique du grand nombre, dans la mesure où il s'agit de dégager des tendances générales. Pour mettre en œuvre cette méthode indirecte, il importe de définir un référent qui permette d'expliquer et d'illustrer le fonctionnement de cette approche à l'adresse du grand public.

Quant à la possibilité de procéder par échantillonnage, l'orateur explique qu'au vu de l'exiguïté du pays, il n'est guère possible d'avoir recours à cette approche. Cela vaut particulièrement pour les études internationales (cf. PISA, PIRLS) auxquelles participe le Luxembourg. De même, en ce qui concerne les données quantitatives relatives à la population scolaire, alors que des pays plus grands comme la France procèdent par estimations, le Luxembourg dispose de données qui sont précises à l'unité près.

La base de données projetée contribuerait ainsi à un pilotage plus efficace et efficient du système éducatif. De cette façon, il pourrait par exemple être évité de devoir soumettre année par année des questionnaires aux élèves pour collecter à chaque fois de nouveau des données les concernant.

Un membre donne à penser que les données relatives au milieu socioculturel ne fournissent pas nécessairement des informations sur la façon dont les enfants sont pris en charge par leurs parents.

D'un point de vue formel, il y a encore lieu de noter que, comme le signale la Chambre de Commerce dans son avis du 30 juin 2011, l'article 3 du projet sous rubrique mentionne une « anonymisation » des données, alors que l'article 7 fait état d'une « dépersonnalisation ». Ces deux termes sont de fait synonymes. Il faudra veiller à harmoniser la terminologie en optant pour l'emploi continu et systématique d'un de ces deux termes.

Il est retenu que les responsables gouvernementaux feront une proposition de texte pour l'article sous rubrique en se fondant sur la structuration suggérée par le Conseil d'Etat.

Article 4

Cet article identifie les sources auprès desquelles les données personnelles sont collectées et évoque les objectifs de ces collectes.

Il est retenu que les responsables gouvernementaux feront une proposition de texte en vue d'une reformulation de l'article sous rubrique, en tenant compte des observations émises par le Conseil d'Etat et en se basant sur la proposition de structuration de ce dernier.

Article 5

Cet article règle l'accès aux données.

Les responsables gouvernementaux vérifieront l'opportunité de reprendre le libellé proposé par le Conseil d'Etat.

Article 6

Cet article énumère toutes les tierces personnes auxquelles le ministère est autorisé à communiquer des données personnelles relatives aux élèves, en indiquant chaque fois la finalité de la communication.

Dans son avis du 6 décembre 2011, le Conseil d'Etat s'interroge sur la nécessité de transmettre des données à caractère personnel de tous les élèves au ministre ayant les Transports dans ses attributions (point f), ainsi qu'au Service national de la Jeunesse (point l). De même, il ne peut s'accommoder de l'idée que l'Université du Luxembourg puisse se servir de la base de données en projet pour y collecter des données à caractère personnel pour le suivi longitudinal du parcours scolaire et des résultats scolaires des élèves dans le cadre de ses travaux d'évaluation et de recherche (point n). La Haute Corporation insiste que l'Université du Luxembourg soit supprimée de la liste de l'article 6. Elle précise dans ce contexte que l'Université gardera toujours la possibilité d'effectuer ses recherches sous le couvert de l'article 7.

Les responsables gouvernementaux sont en principe disposés à tenir compte de ces recommandations.

Le Conseil d'Etat exige par ailleurs que les données à caractère personnel trop sensibles, telles que celles relatives à la nationalité et au pays d'origine, celles relatives à la catégorie de revenus, l'éventuel statut de protection international ou les informations sur le placement d'un mineur dans une structure d'accueil, soient exclues par la loi de toute communication à des tiers.

En réponse, il est souligné que la communication de ces données n'était de toute façon pas prévue. Il conviendra d'apporter la précision afférente dans le texte même de la loi.

Article 7

Cet article permet au ministère d'utiliser des données de la base dans le cadre de travaux de recherche et d'études scientifiques qu'il est conduit à mener avec des partenaires luxembourgeois ou étrangers. Il est en outre précisé que pour les recherches et analyses effectuées à partir de statistiques, des données dépersonnalisées de la base peuvent être utilisées.

A l'endroit de l'alinéa 2, le Conseil d'Etat a du mal à concevoir que les données qui y sont visées ne soient pas elles aussi dépersonnalisées. Pour des raisons liées à protection de la vie privée des personnes, il demande qu'elles le soient, sinon qu'elles soient du moins traitées par un tiers intermédiaire de manière à ce qu'il ne soit plus possible au destinataire final d'identifier ultérieurement les personnes concernées.

Les responsables gouvernementaux estiment qu'il serait opportun, en vue de la dépersonnalisation des données, de retenir la solution du traitement par un tiers. Une proposition de texte afférente sera élaborée.

Article 8

Cet article énonce des mesures techniques servant à assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles contenues dans la base, en se référant notamment à la loi modifiée précitée du 2 août 2002. La traçabilité des accès doit être garantie et la loi prévoit une durée de conservation des données de 15 ans après la fin du cursus scolaire.

Notant que la durée de conservation des données est fixée à quinze ans après la fin du cursus scolaire de l'élève, le Conseil d'Etat défend le point de vue que cette durée est excessivement longue et ne saurait se justifier par la finalité du traitement des données en cause. Comme la durée de conservation risque par conséquent d'être contraire à l'article 5 de la Convention pour la protection à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, faite à Strasbourg le 28 janvier 1981 et approuvée par la loi du 19 novembre 1987, le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement, à moins que les auteurs du projet de loi n'apportent la justification de la durée proposée.

Comme évoqué ci-dessus, sous l'article 3, les responsables gouvernementaux feront des propositions en vue de spécifier la durée de conservation en fonction de la nature des données concernées.

Il est retenu que la Commission poursuivra ses travaux une fois que les propositions de texte gouvernementales seront disponibles.

4. 6341 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et
2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue
- Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat

Pour des raisons de temps, il est décidé de reporter l'examen de l'avis du Conseil d'Etat du projet de loi sous rubrique à la réunion du **jeudi 2 février 2012, à 10.30 heures**.

5. Divers

Le **jeudi 26 janvier 2012, à 10.30 heures**, aura lieu une réunion jointe avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace. Elle sera consacrée à l'examen des documents européens COM(2011) 787 et 788, portant sur le programme « Erasmus pour tous », ainsi que du document COM(2011) 883 présentant une proposition de directive modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Luxembourg, le 26 janvier 2012

La Secrétaire,
Christiane Huberty

Le Président,
Ben Fayot

Annexes :

1. Document de travail relatif au projet de loi 6308
2. Document de travail relatif au projet de loi 6284

PROJET DE LOI 6308 modifiant le Code du Travail
Document de travail

Observation préliminaire du Conseil d'Etat (avis du 17 janvier 2012)

Si d'après l'intitulé, le projet de loi sous avis entend modifier le Code du travail, le Conseil d'Etat constate que les modifications prévues se réfèrent à la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle qui figure comme « code pilote ». Le Code du travail doit être considéré comme « code suiveur ». D'un point de vue légistique, le code dit « suiveur » devra strictement se cantonner à reprendre les dispositions d'un autre acte, dit « pilote ». Les dispositions « suiveuses » seront d'ailleurs à signaler dans le code en caractères italiques.

Le **projet de loi devra donc se subdiviser en trois articles** : l'article 1^{er} modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008, l'article 2 portant sur les modifications du Code du travail (regroupant les points 2 à 9) et l'article 3 portant sur l'entrée en vigueur.

Examen des articles

| Texte du projet de loi déposé le 26.07.2011 | Avis du Conseil d'Etat du 17.01.2012 |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Projet de loi modifiant le Code du Travail | Renvoyant à son observation préliminaire, le Conseil d'Etat <u>propose de rédiger l'intitulé du projet de loi comme suit:</u> <i>« Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle et 2. le Code du travail. »</i> |
| Art. 1^{er} . Le Code du Travail est modifié comme suit : | Comme précisé ci-devant, <u>cette disposition constitue en fait une modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 et non pas du Code du travail</u> qui n'est en l'espèce que le code suiveur. L'article 4, point i) de l'annexe 6 de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail, du livre IV, chapitre V précise que « Sont modifiées de plein droit par l'effet de leur modification subséquente, les dispositions du présent Code qui citent en les reproduisant des articles ou parties d'articles des lois suivantes: [...] i) la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle ». |

1. L'article L.542-2 est remplacé comme suit :

« Art. L.542-2. (1) La formation professionnelle continue et la formation de reconversion professionnelle au sens de l'article 42 peuvent être organisées par :

- (1) les institutions bénéficiant du statut d'école publique ou privée reconnues par les autorités publiques et délivrant des certificats reconnus par ces mêmes autorités ;
- (2) les chambres professionnelles ;
- (3) les communes ;
- (4) les fondations, les personnes physiques et associations privées agréées individuellement à cet effet par le ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions ;
- (5) les ministères, administrations et établissements publics.

(2) Toute autre institution ou personne désirant obtenir l'autorisation pour organiser des formations dans le cadre de l'article 42 doit se conformer à l'article L.542-8 du Code du Travail. »

La loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales a modifié le point 4 de l'article L. 542-2 du Code du travail (article 43 de la loi du 19 décembre 2008), et a supprimé les sociétés commerciales de l'énumération prévue à ce point. En ce qui concerne les associations, l'obligation d'un agrément individuel par règlement grand-ducal a été remplacée par l'obligation d'un agrément ministériel.

Le présent projet de loi entend modifier une nouvelle fois la liste des organisateurs de la formation professionnelle telle qu'établie par l'article modifié L. 542-2 du Code du travail. Contrairement à l'avis commun de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers, **le Conseil d'Etat plaide pour le maintien de la référence à l'article 42 et non pas à l'article L. 542-1 du Code du travail**, afin de respecter les règles inhérentes au code pilote et au code suiveur.

Désormais les « lycées et lycées techniques privés » ne figureront plus au point 4, mais seront compris dans la définition plus large prévue au point 1 du projet de loi. **Le Conseil d'Etat suppose que les termes « autorités publiques » contenues dans cette disposition visent non seulement les autorités publiques luxembourgeoises, mais aussi les autorités publiques étrangères, même celles d'Etats non membres de l'Union européenne.** Cette interprétation est d'ailleurs corroborée par le nouveau libellé des articles L. 234-60 et L. 234-73 du Code du travail proposé ci-après.

Les centres de formation publics figurant actuellement au point 2 du paragraphe 1^{er} de l'article L. 542-2 du Code du travail ne sont plus prévus expressément et on peut supposer qu'ils tomberont sous une des autres catégories énumérées sous ce paragraphe. Les points 3 et 5 complètent la liste des organisateurs par les communes, les ministères, les administrations et les établissements publics.

Le point 4 introduit dans la liste des organisateurs également les personnes physiques à côté des fondations et associations agréées figurant dans la version actuelle. **Le Conseil d'Etat s'interroge sur la plus-value de cet ajout** alors que les personnes physiques sont d'ores et déjà couvertes par la

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>formule prévue au paragraphe 2 qui reste inchangé. <u>Il se demande également si par l'insertion du terme « individuellement », suite au mot « agréées », les auteurs souhaitent étendre aux personnes physiques l'agrément ministériel prévu pour les associations.</u></p> <p>Enfin, le Conseil d'Etat se doit de relever que <u>les énumérations sont à rédiger moyennant des chiffres suivis d'un point, et non pas par des chiffres entre parenthèses.</u></p> |
| <p>2. L'article L.234-60 est remplacé comme suit :</p> <p>« <u>Art. L.234-60.</u> Sont éligibles pour l'obtention du congé-formation, les formations dispensées soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les institutions bénéficiant du statut d'école publique ou privée reconnues par les autorités publiques et délivrant des certificats reconnus par ces mêmes autorités ; - les chambres professionnelles ; - les communes ; - les fondations, les personnes physiques et associations privées agréées individuellement à cet effet par le ministre ; - les ministères, administrations et établissements publics. <p>Toute autre institution ou personne désirant obtenir l'autorisation pour organiser des formations dans le cadre du présent article doit se conformer à l'article L.542-8 du Code du Travail.</p> <p>Ne sont pas éligibles les formations prévues et cofinancées par d'autres dispositions légales, notamment celles qui font partie intégrante d'un plan ou projet de formation, tel que défini aux articles L.542-9 et L.542-11 et celles prévues par l'article L.415-10. »</p> | <p>En ce qui concerne les articles L. 234-60 et L. 234-73 du Code du travail, les auteurs du projet de loi souhaitent <u>appliquer la liste des prestataires de formation établie en matière de formation professionnelle continue et de formation de reconversion professionnelle également aux formations éligibles en vue de l'obtention d'un congé formation ou d'un congé linguistique.</u> La Chambre des salariés critique cette généralisation au niveau des prestataires de formation éligibles, alors qu'elle estime que les différentes formations ont des finalités différentes.</p> <p><u>Le Conseil d'Etat peut soutenir l'approche gouvernementale</u> dans la mesure où elle devrait constituer une simplification pour les administrés. La crainte de la Chambre des salariés, relative à l'absence d'un contrôle de qualité des organismes privés étrangers dispensant des formations, est relativisée du fait qu'il s'agit d'institutions reconnues par les autorités publiques étrangères. Cependant, <u>le Conseil d'Etat se demande si on ne devrait pas limiter la liste de ces institutions à celles reconnues par les autorités publiques des Etats membres de l'Union européenne ou des pays assimilés.</u></p> <p>D'un point de vue formel, <u>les tirets sont à remplacer par des chiffres suivis d'un point.</u></p> |
| <p>3. L'article L.234-73 est remplacé comme suit :</p> <p>« <u>Art. L.234-73.</u> Sont éligibles pour l'obtention du congé linguistique, les</p> | <p>cf. commentaire ci-dessus.</p> |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>formations en langue luxembourgeoise dispensées soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les institutions bénéficiant du statut d'école publique ou privée reconnues par les autorités publiques et délivrant des certificats reconnus par ces mêmes autorités ; - les chambres professionnelles ; - les communes ; - les fondations, les personnes physiques et associations privées agréées individuellement à cet effet par le ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions ; - les ministères, administrations et établissements publics. <p>Toute autre institution ou personne désirant obtenir l'autorisation pour organiser des formations dans le cadre du présent article doit se conformer à l'article L.542-8 du Code du Travail.</p> <p>Ne sont pas éligibles les formations prévues et cofinancées par d'autres dispositions légales, notamment celles qui font partie intégrante d'un plan ou projet de formation, tel que défini aux articles L.542-9 et L.542-11 et celles prévues par l'article L.415-10. »</p> | |
| <p>4. L'article L.542-11 est modifié comme suit :</p> <p>a. Le paragraphe 1^{er} est remplacé comme suit : « (1) Sur demande écrite, les entreprises présentant un plan de formation tel que visé à l'article L.542-9 et dépassant un montant total de 75.000 euros, obtiennent l'approbation du ministre. »</p> <p>b. Aux paragraphes (2) et (3), les mots « dans les délais fixés par le ministre » sont remplacés par ceux de « dans les délais fixés par règlement grand-ducal ».</p> | <p>Les auteurs proposent de reformuler le libellé de l'article L. 542-11 du Code du travail.</p> <p>Au paragraphe 1^{er}, le remplacement des mots « doivent obtenir » par « obtiennent » n'appelle pas d'observations de la part du Conseil d'Etat qui estime que cette modification n'implique pas de changement substantiel. En effet, le texte actuel implique d'ores et déjà que les plans de formation obtiennent l'approbation ministérielle du moment qu'ils respectent les formalités requises et que leur contenu répond aux exigences légales.</p> <p>Aux paragraphes 2 et 3, les auteurs proposent la <u>fixation des délais de la soumission du rapport final et du bilan de formation par règlement grand-ducal au lieu de la fixation actuelle de ces délais par le ministre</u>. Ils estiment que la fixation des délais ne devrait pas incomber au pouvoir discrétionnaire du ministre mais plutôt au pouvoir réglementaire.</p> |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>c. Au paragraphe (4), alinéa 1^{er}, il est ajouté un point 4 libellé comme suit :</p> <p>« 4. de procéder à des vérifications sur place. »</p> | <p><u>Le Conseil d'Etat ne saisit pas la pertinence de cette modification</u> dans la mesure où dans le cadre du paragraphe 2 de l'article L. 542-11 du Code du travail la fixation du délai constitue une mesure individuelle. Il n'entend cependant pas s'opposer à cette nouvelle disposition.</p> <p>Au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les auteurs proposent d'ajouter un point 4 <u>élargissant les missions de la commission consultative en lui permettant de procéder à des vérifications sur place.</u> Selon les auteurs, cette nouvelle mission devra permettre à la commission consultative de mieux formuler ses avis pour le ministre.</p> <p>Le Conseil d'Etat se rallie à l'avis commun de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers en ce qu'elles relèvent que <u>cette nouvelle mission de contrôle n'est pas du ressort de la commission consultative, mais de la responsabilité du ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.</u> Ceci est d'autant plus juste que dans l'esprit des auteurs sont plus particulièrement visés les avis à émettre dans le contexte des sanctions administratives prévues à l'article L. 542-19 du Code du travail. En outre, cette nouvelle disposition manque de précision quant à l'étendue de la vérification. <u>Le Conseil d'Etat ne saurait y marquer son accord et insiste sur la suppression de celle-ci.</u></p> |
| <p>5. L'article L.542-13 est modifié comme suit :</p> <p>a. A l'alinéa 1^{er} les termes « quatorze et demi pour cent » sont à remplacer par « vingt pour cent ».</p> <p>b. Il est ajouté un troisième alinéa libellé comme suit : « La participation financière aux frais de salaire est majorée de 15 points de pourcentage si la formation s'adresse à des travailleurs bénéficiaires d'un cofinancement particulier définis par règlement grand-ducal. »</p> | <p>A l'article L. 542-13, les auteurs prévoient le relèvement du taux général de l'aide directe de 14,5% à 20 % du coût de l'investissement dans la formation professionnelle continue de l'entreprise.</p> <p>En outre, il est prévu de <u>majorer la participation financière aux frais de salaire pour les formations s'adressant à des travailleurs bénéficiaires d'un cofinancement particulier. Si le commentaire de l'article précise qu'il s'agit de personnes qui n'ont pas de diplôme reconnu par les instances officielles et une ancienneté de service inférieure de dix ans ou de personnes qui ont dépassé l'âge de cinquante ans (quarante-cinq ans prévus dans le règlement grand-ducal), le texte de l'article ne reprend pas cette définition qui est reléguée à un règlement grand-ducal. Par cette façon de procéder, le projet de loi laisse en fait à un règlement grand-ducal le soin de fixer l'importance</u></p> |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>de l'aide directe de l'Etat. <u>Le Conseil d'Etat s'oppose formellement à cette disposition qui n'est pas conforme à l'article 99 de la Constitution.</u></p> |
| <p>6. L'article L.542-14, paragraphe 2, est remplacé comme suit :</p> <p>« (2) La bonification d'impôt est de 14 pour cent du coût de l'investissement dans la formation professionnelle répondant aux dispositions du présent chapitre. La bonification d'impôt calculée sur base des frais de salaire est majorée de 11 points de pourcentage si la formation s'adresse à des travailleurs bénéficiaires d'un cofinancement particulier définis par règlement grand-ducal. »</p> | <p>De même, les auteurs du projet de loi proposent de <u>majorer la bonification d'impôt</u> prévue à l'article L. 542-14, paragraphe 2, <u>si la formation s'adresse à ces travailleurs bénéficiaires d'un cofinancement particulier et renvoie une nouvelle fois à un règlement grand-ducal pour voir définir cette catégorie de personnes.</u> Selon le Conseil d'Etat, <u>cette manière de procéder contrevient à l'article 101 de la Constitution aux vœux duquel « nulle exemption ou modération [d'impôts] ne peut être établie que par une loi ».</u></p> <p>Conformément à l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution, <u>les règles essentielles relatives à la bonification d'impôt sont à insérer dans la loi.</u></p> <p>Pour tenir compte des observations formulées ci-devant, il y aurait lieu de <u>déterminer exactement les bénéficiaires d'un cofinancement particulier.</u> <u>Le cas échéant, la définition que les auteurs proposent d'insérer à l'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 22 janvier 2009 pris en exécution de 1. la section 2 du chapitre II du titre IV du Livre V du Code du Travail 2. la loi modifiée du 28 décembre 1988 règlementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, pourra être reprise dans le projet de loi.</u></p> <p>Le Conseil d'Etat constate que, selon le texte en projet, figurent parmi les travailleurs pour lesquels un cofinancement particulier est prévu les personnes qui ont dépassé l'âge de 45 ans au début du plan de formation de l'entreprise. A l'instar de la Chambre des salariés, <u>le Conseil d'Etat se demande s'il n'y aurait pas lieu de prévoir des conditions supplémentaires pour cette catégorie de personnes.</u></p> |
| <p>7. A l'article L.542-17, les termes « le ministre » sont remplacés par « l'entreprise ».</p> | <p>Selon le commentaire de l'article, il apparaîtrait logique de <u>transférer l'émission de certificats à l'organisateur responsable de la formation continue, donc à l'entreprise.</u> Aussi, est-il proposé de remplacer à l'article L. 542-17 du Code du travail les termes « ministre » par ceux de « l'entreprise ».</p> <p>L'article L. 542-17 prévoit <u>deux types de certificats</u> qui sont actuellement</p> |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>délivrés par le ministre:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le certificat délivré à la suite d'une épreuve ou d'un test de connaissance qui indique le programme suivi ainsi que le résultat obtenu par le candidat et 2. le certificat de fréquentation. <p>Si le Conseil d'Etat n'a pas d'objection à formuler quant à la délivrance d'un <u>certificat de fréquentation par l'organisateur</u> de la formation professionnelle continue, <u>il hésite cependant à voir l'Etat se dessaisir de sa mission de validation de la formation continue.</u> Le Conseil d'Etat considère que le certificat prévu sous le point 1. constitue un titre sanctionnant une formation professionnelle et certifiant que le titulaire a subi avec succès les épreuves consacrant l'actualisation de ses connaissances. <u>Il se demande si l'entreprise organisatrice de la formation continue présente des garanties suffisantes quant à la neutralité et l'impartialité requises en matière de certification.</u></p> |
| <p>8. L'article L.542-18 est abrogé.</p> | <p>Selon les auteurs du projet, l'article L. 542-18 du Code du travail serait devenu superfétatoire suite à la modification de l'article L. 542-17 et le dispositif mis en place par la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, et ils proposent la suppression de cet article. <u>Le Conseil d'Etat n'a pas d'observations à faire.</u></p> |
| <p>9. L'article L.542-19 est complété par deux paragraphes libellés comme suit :</p> <p>« (3) Les entreprises qui ont obtenu des avantages prévus par l'article L.542-12 sur base de renseignements sciemment inexacts ou incomplets, sont passibles des peines prévues aux articles 496 et suivants du Code Pénal.</p> | <p>Il est proposé de compléter l'article L. 542-19 du Code du travail par un nouveau paragraphe 3 qui <u>soumet les entreprises ayant obtenu les avantages prévus sur base de renseignements sciemment inexacts ou incomplets aux peines prévues aux articles 496 et suivants du Code pénal.</u> En fait, c'est l'article 496 du Code pénal qui fixe le taux de la peine en cas d'escroquerie: les peines y prévues sont l'emprisonnement d'un mois à cinq ans et l'amende de 251 euros à 30.000 euros. Les articles subséquents qui renvoient à ces peines <u>couvrent les situations visées par les nouvelles dispositions</u> que les auteurs envisagent d'insérer à l'article L. 542-19.¹ <u>Le</u></p> |

¹ **Art. 496.** Quiconque, dans le but de s'approprier une chose appartenant à autrui, se sera fait remettre ou délivrer ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, meubles, obligations, quittances, décharges, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader

(4) Peuvent être exclues du bénéfice des présents avantages, pour une durée n'excédant pas 10 ans, les entreprises qui ont tenté d'obtenir indûment une participation financière de l'Etat telle que prévue à l'article L.542-12, soit au moyen d'informations inexactes ou incomplètes, soit par l'introduction répétée des mêmes pièces. La décision d'exclusion est prise par le ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions sur avis de la commission prévue à l'article L.542-11, l'intéressée entendue en ses explications et moyens de défense. »

Conseil d'Etat estime dès lors que le nouveau paragraphe 3 est superfétatoire et qu'il échet de le supprimer.

Le nouveau paragraphe 4 énonce l'exclusion des entreprises qui ont tenté d'obtenir indûment une participation financière de l'Etat du bénéfice des avantages prévus par la loi. Le Conseil d'Etat souligne que ces entreprises tombent sous l'application de l'article 496-1 du Code pénal et risquent d'ores et déjà une sanction pénale.

Si les auteurs du projet de loi entendent instituer une sanction administrative à côté de la sanction pénale prévue par le Code pénal, on peut s'interroger pour quelles raisons ils ne visent que les entreprises ayant tenté d'obtenir une subvention de l'Etat sur base d'informations inexactes ou incomplètes et non point celles qui l'ont déjà obtenue. **Selon le Conseil d'Etat, la sanction prévue devrait s'étendre également à ces entreprises.**

D'ailleurs, dans ce contexte se pose le problème du cumul de sanctions pénales et administratives en relation avec le principe dit « *non bis in idem* ». Il faut se rendre à l'évidence que la loi en projet sanctionne les mêmes faits au niveau administratif et au niveau pénal. On pourrait défendre l'approche que la finalité des mesures n'est pas la même. Les peines pénales prévues ont un objectif de sanctionner le contrevenant, alors que les mesures administratives visent, non pas à imposer une amende administrative, mais à amener l'entreprise à respecter la loi, et à l'empêcher de perpétrer une nouvelle infraction en l'excluant pour une durée déterminée du bénéfice des avantages.

l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, ou pour abuser autrement de la confiance ou de la crédulité, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 30.000 euros.

Le coupable pourra de plus être condamné à l'interdiction, conformément à l'article 24.

Art. 496-1. Est puni des peines prévues à l'article 496, celui qui sciemment fait une déclaration fausse ou incomplète en vue d'obtenir ou de conserver une subvention, indemnité ou autre allocation qui est, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, d'une autre personne morale de droit public ou d'une institution internationale.

Art. 496-2. Est puni des peines prévues à l'article 496, celui qui suite à une déclaration telle que visée à l'article précédent, reçoit une subvention, indemnité ou autre allocation à laquelle il n'a pas droit ou à laquelle il n'a droit que partiellement. Est puni des mêmes peines celui qui aura sciemment employé une subvention, indemnité ou allocation telle que visée à l'article précédent, à d'autres fins que celles pour lesquelles elle a été initialement accordée.

Art. 496-3. (L. 30 mars 2001) Est puni des peines prévues à l'article 508, celui qui accepte ou conserve une subvention, indemnité ou autre allocation, ou partie d'une subvention, indemnité ou autre allocation, sachant qu'il n'y a pas droit.

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p><u>Si le législateur entend maintenir la sanction administrative prévue, le Conseil d'Etat exige, sous peine d'opposition formelle, à ce que soit institué un recours en réformation devant le tribunal administratif contre les décisions du ministre, et ce pour satisfaire aux exigences de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme².</u></p> |
| <p>Art. 2. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.</p> | <p><u>La rétroactivité prévue par cet article ne présente pas d'inconvénient dans la mesure où ce sont des mesures qui touchent favorablement des situations juridiques pleinement formées sous l'empire de la loi ancienne, sans heurter des droits de tiers qui rétroagissent.</u></p> <p>Si pour des raisons d'ordre budgétaire le législateur entendait fixer l'entrée en vigueur à une date plus rapprochée à celle de l'adoption de la loi, le Conseil d'Etat peut dès à présent se déclarer d'accord avec cette modification.</p> |

² Cour européenne des droits de l'homme, arrêt *Silvester's Horeca Service* du 4 mars 2004

PROJET DE LOI 6284
portant sur l'exploitation d'une base de données à caractère personnel relative aux élèves

Avis demandés à :

- Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, ci-après **CHFEP**,
- Chambre des Métiers, ci-après **CDM**,
- Chambre de Commerce, ci-après **CC**,
- Chambre des Salariés, ci-après **CSL**,
- Syndicat national des enseignants, ci-après **SNE**,
- Ministère de la Famille, ci-après **MIFA**,
- Conseil d'État, ci-après **CE**.

Considérations générales des chambres professionnelles, du SNE et du MIFA

- CHFEP :** Les données concernant le personnel enseignant sont également disponibles par le biais « fichier élèves ». Or il n'est question que d'une base de données relative aux élèves. Ne faut-il pas compléter les projets sous avis pour garantir que les données relatives au personnel enseignant restent disponibles et accessibles après l'entrée en vigueur des nouveaux textes.
- CDM :** Ne marque pas son accord avec les deux textes qui ne tiennent pas suffisamment compte de la dimension de la loi modifiée du 19.12.2008 portant réforme de la formation professionnelle ; esprit de partenariat, définition des missions des différents partenaires et acteurs, répartition des tâches entre les différents partenaires et acteurs.
- CC :** /
- CSL :** Plaide pour une approche plus restrictive ; limitation au strict nécessaire ; dénonce atteinte à la protection de la vie privée des élèves et de leurs représentants légaux ; la base telle que prévue dans le projet de loi est-elle vraiment nécessaire au vu des finalités poursuivies, notamment pour assurer le bon fonctionnement de l'école ? trop grande ouverture du champ d'application personnel et matériel ; n'approuve pas le choix politique d'instaurer pareille base de données ; aurait préféré une traduction plutôt maximaliste des recommandations de la CNPD ; déplore l'absence de définition de « tiers » et du « traitement de données à caractère personnel » telle que donnée par la CNPD ; demande une modification ou abrogation de notre règlement grand-ducal du 20 juin 2001 (celui-ci a expiré).

SNE : Il reconnaît l'intérêt de la création de la base de donnée sous la forme prévue et salue que les observations de la CNPD ont été reprises en grande partie.

MIFA : **Amendement proposé** avec ajout à l'article 6 du projet de loi et d'un point k) à l'article 3 du projet de règlement grand-ducal. Il craint que la communication de données à des tiers, notamment l'Université, ne puisse donner lieu à des abus lors de l'utilisation ultérieure des données

Considérations générales du Conseil d'Etat (avis du 6 décembre 2011)

- Le nombre de données à caractère personnel concernant les élèves et leurs représentants légaux, qu'il est envisagé de traiter en application de la loi en projet, va considérablement augmenter par rapport aux traitements existants.

- Au-delà des informations traditionnellement recueillies comme les nom et prénoms, sexe, adresse, date et lieu de naissance, identifiant national des élèves et de leurs parents, le traitement en projet portera encore sur d'autres informations dont voici les plus sensibles, aux yeux du Conseil d'Etat, à savoir : les données socio-culturelles et familiales, la catégorie socio-professionnelle des parents ou représentants légaux, la catégorie de revenus, l'éventuel statut de protection internationale, la fréquentation par l'élève d'un centre socio-éducatif ou son placement dans une maison d'enfants, la composition de la cellule familiale, la langue parlée à domicile, ou les besoins particuliers de l'élève.

- Le projet de loi sous examen innove encore complètement par rapport au système actuel en ce qu'il autorise, d'une part, le transfert à des tiers de données à caractère personnel issues du traitement en projet, et en ce qu'il permet, d'autre part, l'interconnexion avec d'autres traitements mis en œuvre par l'Etat ou d'autres organismes.

La loi sous projet devient donc nécessaire pour permettre le transfert à des tiers de données à caractère personnel concernant les élèves et, éventuellement, leurs représentants légaux. Si le Conseil d'Etat peut comprendre l'intérêt que le département responsable peut avoir à s'entourer d'un maximum d'informations concernant les élèves et leurs représentants légaux, il se doit néanmoins d'observer cette aspiration d'un œil critique.

- Le présent projet de loi touche en effet le domaine très sensible du droit au respect de la vie privée, consacré tant par l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, que par l'article 11(3) de la Constitution. Afin de préserver ce droit fondamental, il doit être veillé à assurer des niveaux de protection et de sécurité les plus élevés possibles.

A cet égard, le projet de loi sous avis doit satisfaire aux exigences minimales posées par les principes inscrits dans la Convention pour la protection à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, faite à Strasbourg le 28 janvier 1981 et approuvée par la loi du 19 novembre 1987, et à la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1996 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Ces principes sont repris et explicités par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection à l'égard du traitement des données à caractère personnel, qui est la loi générale en la matière. Une loi spéciale, comme celle dont le projet est sous avis ici, peut certes déroger à la loi générale sur des questions de détail mais non pas sur les grands principes, sous peine de mettre en péril la cohérence du système légal.

- Dans ce contexte, et afin de garantir au mieux le respect de la vie privée, le Conseil d'Etat trouve indiqué que les auteurs du projet de loi **fassent usage de la faculté offerte par l'article 40 de la loi du 2 août 2002, précitée, en prévoyant l'institution d'un chargé de la protection des données**, indépendant du responsable du traitement, pour veiller au strict respect des principes régissant le traitement des données en cause.

- En partant de l'idée que la finalité du traitement de certaines données s'épuise au niveau de l'établissement scolaire ou de la commune, le Conseil d'Etat est à se demander **s'il est judicieux de mettre en œuvre un traitement centralisé des données à caractère personnel concernant la totalité des élèves de tous les établissements scolaires du pays et de leurs représentants légaux**. Ne serait-il pas indiqué de traiter certaines données uniquement au niveau de l'établissement scolaire ? Il pourrait, par exemple, en être ainsi des données relatives aux sanctions disciplinaires, quitte à les intégrer dans un traitement centralisé si certains seuils sont dépassés. A titre d'exemple : les données en rapport avec une sanction disciplinaire seraient traitées au niveau de l'établissement scolaire et ne seraient intégrées dans le traitement centralisé que si les faits sanctionnés constituaient des récidives ou étaient susceptibles de recevoir une qualification pénale.

- Le Conseil d'Etat constate que le traitement de données à caractère personnel qu'il est projeté de mettre en œuvre ne s'inscrit pas dans la logique de la loi précitée du 2 août 2002. Les textes sous avis utilisent en effet des expressions qui sont étrangères à ladite loi, comme « base de données », « propriétaire », « gestionnaire » ou « administrateur ». **Afin d'éviter toute incohérence et de montrer clairement que la loi en projet est complémentaire par rapport à la loi générale du 2 août 2002, il y a lieu d'introduire dans le projet de loi sous avis la terminologie utilisée par celle-ci**. Le Conseil d'Etat y reviendra à l'occasion de l'examen du texte du projet de loi.

- Finalement, le Conseil d'Etat estime qu'**il n'est pas nécessaire de munir les articles d'un intitulé propre** vu le nombre restreint d'articles de la loi en projet. En outre, il y aurait lieu de veiller à ce que l'intitulé soit spécifique pour chaque article et reflète fidèlement et complètement le contenu de l'article en cause. L'intitulé de l'article 8 du projet de loi sous avis, qui traite entre autre de la fin de conservation des données au bout d'une période de 15 ans, ne renseigne aucunement à ce sujet. Les intitulés des articles sont dès lors à supprimer.

Examen des articles

| Texte du projet de loi déposé le 17.05.2011 | Avis des chambres professionnelles | Avis du Conseil d'Etat du 06.12.2011 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Projet de loi portant sur l'exploitation d'une base de données à caractère personnel relative aux élèves</p> | | <p>Aux termes de l'article 2 de la loi du 2 août 2002, précitée, le « traitement de données à caractère personnel » est défini comme « toute opération ou ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés, et appliquées à des données, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication, la transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction ».</p> <p>Dans le souci de mettre le projet de loi sous avis en concordance avec la loi précitée du 2 août 2002, <u>l'intitulé est à modifier pour lui donner la teneur suivante : « <i>Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves</i> ».</u></p> |
| <p>Art. 1^{er}. Définitions</p> <p>Au sens de la présente loi, on entend par :</p> <p>1. élèves : toutes les personnes inscrites à</p> | <p>CHFEP : /</p> <p>CDM : N'est pas d'accord avec la restriction apportée par le commentaire des articles suivant laquelle les élèves de résidents inscrits à l'étranger ne figurent dans la base de données qu'à la</p> | <p>Etant donné que la loi en projet est complémentaire par rapport à celle du 2 août 2002, il y a lieu de se référer aux définitions données par celle-ci. L'article sous avis mentionnera dès lors uniquement les définitions qui ne sont pas contenues dans la loi de 2002.</p> <p>Selon la définition proposée au numéro 1, on</p> |

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>un établissement d'enseignement établi sur la base des lois régissant l'enseignement fondamental, secondaire, secondaire technique, la formation professionnelle, l'éducation différenciée, la logopédie, la formation des adultes, l'enseignement supérieur de type court ainsi que sur la base de la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé, de même que toutes les personnes résidant au Luxembourg et recevant un enseignement de ce niveau au Luxembourg ou à l'étranger ;</p> | <p>condition que cet établissement fournisse les données requises au ministère.</p> <p>CC : /</p> <p>CSL : /</p> <p>SNE : /</p> <p>MIFA : /</p> | <p>entend par « élèves » « toutes les personnes résidant au Luxembourg et recevant un enseignement de ce niveau au Luxembourg ou à l'étranger ».</p> <p>Dans ce contexte se pose la question de savoir ce qu'il en est des élèves qui fréquentent notamment l'Ecole européenne de Luxembourg, l'International School of Luxembourg, l'Ecole française de Luxembourg, le Lycée Vauban, l'Ecole Waldorf, la St. George International School Luxembourg, l'Ecole maternelle « Les Poussins », l'Ecole maternelle « Mini Collège » ou la Scuola materna italiana.</p> <p>Il est clair que <u>l'obligation de communiquer des données n'existe pas à l'égard des autorités étrangères et des établissements d'enseignement établis à l'étranger</u>, alors que la loi luxembourgeoise ne peut les atteindre. <u>Elle ne joue pas non plus à l'égard de l'Ecole européenne</u> ; celle-ci est en effet soustraite à l'emprise de la loi luxembourgeoise, alors qu'elle bénéficie d'un statut international résultant de la Convention portant statut des Ecoles européennes, conclue par les Etats membres de l'Union européenne.</p> <p><u>Les autres écoles citées, tombent-elles toutes dans le champ d'application de la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé, de sorte à être obligées de communiquer les informations concernant leurs élèves au traitement en projet ? Dans la négative, il faudrait créer une base légale adéquate dans le cadre du projet de loi sous avis.</u></p> <p>Du point de vue purement rédactionnel, <u>il y a lieu d'employer le mot « élève » au singulier</u> et d'écrire: « élève : toute personne inscrite... ».</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>2. administration de l'Education nationale : l'ensemble des administrations, services, écoles ou institutions qui sont placés sous l'autorité du ministre ayant l'Education nationale et la Formation professionnelle dans ses attributions, appelé par la suite « le ministre », et qui sont susceptibles de collecter et de traiter des données à caractère personnel des élèves ;</p> <p>3. base de données : un ensemble structuré</p> | | <p>La notion d'administration de l'Education nationale est définie au point numéro 2 comme un ensemble d'administrations, de services, d'écoles ou d'institutions placées sous l'autorité du ministre ayant l'Education nationale et la Formation professionnelle dans ses attributions « et qui sont susceptibles de collecter et de traiter des données à caractère personnel des élèves ». <u>Si l'attribut d'être « susceptible de », c'est-à-dire d'être 'apte à' ou d'être 'capable de' collecter et de traiter les données doit servir comme critère de définition, il doit être circonscrit, soit en énumérant les textes législatifs ou réglementaires conférant cette aptitude, soit en en fixant les contours avec précision. Si, par contre, cet attribut ne doit pas servir comme critère définitoire, il est à omettre.</u></p> <p>Selon la définition numéro 2, relative à l'Administration de l'Education nationale, on entend par ministre « le ministre ayant l'Education nationale et la Formation professionnelle dans ses attributions » (en abrégé le ministre). Afin d'éviter toute équivoque dans le futur, <u>le Conseil d'Etat propose de rattacher la responsabilité du traitement de données à caractère personnel projeté à la seule compétence de l'Education nationale.</u> La circonstance que les compétences de l'Education nationale et de la Formation professionnelle sont à présent assumées par la même ministre n'est en effet que purement conjoncturelle. <u>La définition numéro 2 est donc à redresser dans le sens qu'on entend par ministre celui ayant l'Education nationale dans ses attributions.</u></p> <p>Le point numéro 3 définit la « <u>base de</u></p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>et organisé de données collectées dans des fichiers et organisées de manière à pouvoir être triées, classées, recherchées et modifiées par le biais d'un système de gestion de base de données ;</p> <p>4. administrateur : la personne physique désignée par le ministre qui a tous les droits sur la base de données, notamment le droit de gestion et d'attribution des droits d'accès et des ressources systèmes et les droits d'accès en lecture et écriture au contenu de la base ;</p> <p>5. utilisateur : une personne physique se connectant directement à la base de données via une interface graphique ou utilisant un système de gestion de base de données par lequel elle peut accéder à la base de données sous son identité d'utilisateur.</p> | | <p><u>données</u> ». Pour être cohérent avec la loi précitée du 2 août 2002, <u>il y a lieu de ne pas utiliser cette expression et d'en omettre la définition en la remplaçant par celle du « traitement de données à caractère personnel »</u> à emprunter à l'article 2 de cette même loi.</p> <p>Le point numéro 4 définit l'« administrateur ». Pour les raisons exposées à l'alinéa qui précède, <u>cette expression doit être abandonnée et sa définition supprimée.</u></p> <p>Pour les mêmes raisons, <u>l'expression « utilisateur » est également à abandonner et sa définition à omettre.</u></p> |
| <p>Art. 2. Autorisation</p> <p>Est autorisée, pour le compte du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, appelé par la suite « le ministère », en tant que propriétaire et gestionnaire, l'exploitation d'une base de données à caractère personnel relative aux élèves.</p> | <p>CHFEP : /</p> <p>CDM : /</p> <p>CC : /</p> <p>CSL : /</p> | <p>Cet article fait intervenir la notion de « ministère ». Etant donné que les départements ministériels ne disposent pas d'une existence propre, il est de mauvaise technique législative de les mentionner dans un texte de loi. Pour cette raison, <u>il y a toujours lieu de remplacer le terme de « ministère » par celui de « ministre ».</u></p> |

| | | |
|--|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>SNE : /</p> <p>MIFA : /</p> | <p>Pour des raisons de cohérence avec la loi précitée du 2 août 2002, <u>il convient de ne faire référence ni à une « autorisation » ni à une « base de données », mais de se référer plutôt aux « traitements de données à caractère personnel » à mettre en œuvre et aux « fichiers ».</u></p> <p>Pour les mêmes raisons de cohérence entre loi spéciale et loi générale, <u>il y a lieu de désigner le responsable du traitement et éventuellement le sous-traitant, et de renoncer à la nomination d'un « administrateur ».</u> Reprenant la réflexion faite plus haut dans le cadre des considérations générales, le Conseil d'Etat entend encore <u>créer à la charge du responsable du traitement l'obligation légale de nommer un chargé de la protection des données.</u></p> <p>A la suite de ces considérations, le Conseil d'Etat <u>propose de formuler l'article 2 comme suit :</u></p> <p>« Art. 2. (1) Le ministre met en œuvre les traitements des données à caractère personnel concernant les élèves et leurs représentants légaux qui sont nécessaires à la réalisation des finalités énoncées à l'article 3. Les dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel s'appliquent également aux traitements de données à caractère personnel prévus par la présente loi.</p> <p>(2) Le ministre a la qualité de responsable du traitement. Il peut faire exécuter sous sa responsabilité tout ou partie des obligations qui lui incombent en vertu de la loi à un membre du cadre supérieur de son ministère.</p> <p>(3) Le ministre désigne parmi les fonctionnaires</p> |
|--|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | du cadre supérieur de son ministère un chargé de la protection des données. » |
| <p>Art. 3. Contenu et finalités</p> <p>La base de données peut comprendre les données relatives à l'identification et l'authentification, l'inscription, l'admission, la fréquentation, la répartition dans les classes, l'acquisition des compétences des élèves, le suivi de leur parcours scolaire à travers les différents ordres d'enseignement, le passage à la vie active, ainsi que des informations sur leur milieu socio-culturel et familial. La liste des données qui peuvent être enregistrées est fixée par règlement grand-ducal.</p> | <p>CHFEP : /</p> <p>CDM : /</p> <p>CC : Données relatives au milieu socioculturel et familial des élèves : Il s'agit de données sensibles qui contrairement à des données objectives, comme par exemple l'âge ou le nom d'une personne, font l'objet d'une appréciation dont les critères d'interprétation ne sont pas définis par la loi. <u>L'article 3 parle d'anonymisation alors que l'article 7 parle de dépersonnalisation des données. Est-ce qu'il y a une différence entre les deux termes ?</u></p> <p>CSL : S'interroge sur la nécessité de collecter certaines données relatives à l'élève (photographie, langues parlées ?? et pays d'origine) mais aussi des données (aussi vastes) relatives aux parents (niveau d'études). Dans ce contexte elle juge la notion de catégorie socioprofessionnelle</p> | <p>En partant de l'idée que les données que l'on collectera doivent servir une finalité légitime définie d'avance, <u>le Conseil d'Etat propose de diviser l'article 3 en deux paragraphes dont le premier sera réservé à l'énoncé des finalités du traitement et le deuxième à l'énoncé des catégories de données</u> à caractère personnel à soumettre au traitement.</p> <p>En ce qui concerne <u>les données à soumettre au traitement</u> :</p> <p>Selon l'article 5 de la Convention de 1981, de même que selon l'article 4, paragraphe 1^{er}, point (4) de la loi du 2 août 2002, <u>les données à traiter, et donc à collecter, doivent être adéquates, pertinentes et non excessives par rapport aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées ou traitées.</u></p> <p>Le Conseil d'Etat est à se demander si tel est le <u>cas pour toutes les données qu'il est projeté de soumettre au traitement</u>. La question se pose <u>plus particulièrement en ce qui concerne les informations relatives au milieu socio-culturel et familial de l'élève</u>. A quelle finalité, en effet, ces informations se rattachent-elles, si ce n'est à celle de l'« accomplissement des missions de l'Ecole en général »? En ce qui concerne les déficiences dans la formulation de cette finalité, il est renvoyé aux développements ci-dessous.</p> |

| | | |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>trop large et imprécise. Des données y relatives ne devraient être collectées que de manière ponctuelle et n'être utilisées de préférence qu'à travers une anonymisation des données en cause</p> <p>SNE : /</p> <p>MIFA : /</p> | <p><u>La notion d'informations sur le milieu socio-culturel et familial de l'élève est une notion aux contours trop flous.</u></p> <p><u>S'agit-il d'identifier les familles défavorisées ou à problèmes</u> (violences domestiques, divorces, arrière-fond migratoire, etc.) dans le but d'optimiser la prise en charge des élèves qui en sont issus ? Dans ce cas <u>se pose la question si ces données à caractère personnel doivent être traitées au niveau de l'administration centrale ou s'il ne serait pas préférable de les traiter au niveau de l'établissement scolaire où la prise en charge a lieu concrètement, et de les détruire dès la fin de la prise en charge.</u></p> <p><u>S'agit-il de disposer de données à traiter à des fins statistiques ou d'évaluation ?</u> Dans ce cas se pose la question pourquoi ces données doivent avoir un caractère personnel. <u>Une forme dépersonnalisée ne serait-elle pas suffisante pour le traitement de ces données ?</u></p> <p>Selon le contenu que l'on voudrait bien donner à la notion vague « d'informations sur le milieu socio-culturel et familial », <u>il serait imaginable que les données à caractère personnel recueillies sous ce couvert soient de nature à pouvoir révéler, dans certains cas, les origines raciales de la personne concernée,</u> surtout en combinaison avec les données sur le pays d'origine, la nationalité et la langue parlée à domicile de l'élève qu'il est aussi prévu de collecter.</p> <p>Or, aux termes de l'article 6 de la Convention du 28 janvier 1981, précitée, « les données à caractère personnel révélant l'origine raciale, les</p> |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|--|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | <p>opinions politiques, les convictions religieuses ou autres convictions ... ne peuvent être traitées automatiquement, à moins que le droit interne prévoie des garanties appropriées ».</p> <p>L'article 6 de la loi modifiée du 2 août 2002, précitée, <u>interdit</u> en son paragraphe 1^{er} également, en principe, <u>le traitement de ces données, sauf dans les cas limitativement énumérés à son paragraphe 2.</u></p> <p>S'agissant de données très sensibles dont le traitement est interdit, sauf exception, <u>le Conseil d'Etat demande que le contenu de la notion d'« informations sur le milieu socio-culturel et familial de l'élève » soit précisé davantage. D'abord, en indiquant à quelle branche des finalités le traitement de ces données se rattache et, ensuite, en fournissant des précisions de nature à montrer l'adéquation, la pertinence et la non-excessivité du traitement par rapport à la finalité à laquelle il se rapporte.</u></p> <p>Au sujet des informations concernant le milieu socio-culturel et familial de l'élève, le Conseil d'Etat voudrait, encore <u>rappeler les développements de la CNPD dans son avis du 26 juillet 2010, précité.</u> On y peut lire ce qui suit : <i>« En ce qui concerne les informations relatives à la catégorie socioprofessionnelle des personnes exerçant la responsabilité parentale, la Commission nationale se demande si cette notion n'est pas trop large et imprécise. En effet, les rédacteurs du texte en projet n'ont pas défini cette notion qui pourtant peut inclure plusieurs éléments :</i></p> |
|--|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|--|--|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | <ul style="list-style-type: none"> – niveau de revenu des représentants légaux ; – niveau de formation des représentants légaux ; – activités professionnelles exercées par les représentants légaux ; – l'état d'inactivité des représentants légaux pour raison de chômage, d'incapacité de travail, d'invalidité ; – etc. <p><i>L'intention d'englober les informations relatives à la catégorie socioprofessionnelle renferme le danger que celles-ci soient trop détaillées pour figurer dans une base de données conservée durant une longue période et accessible à un nombre important de personnes. L'enregistrement de telles informations détaillées et qui plus est possédant une connotation sociale importante, n'est pas nécessaire et serait à considérer comme disproportionnée par rapport aux finalités assignées à la base de données. Toutefois, elle comprend parfaitement le souci légitime et l'utilité de disposer d'informations plus détaillées pour réaliser des études en conformité avec les finalités du traitement. Il serait dès lors préférable de collecter ponctuellement, dans le cadre d'études statistiques, des informations détaillées sur la catégorie socioprofessionnelle des personnes exerçant la responsabilité parentale, le cas échéant rendues anonymes et accessibles à un nombre restreint de personnes plutôt que d'enregistrer ces informations dans un fichier ayant une durée de conservation très longue.</i></p> <p><i>A noter qu'en ce qui concerne les données d'identification et familiales, le législateur français a pris position dans le cadre de l'application</i></p> |
|--|--|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>La base de données sert au contrôle du respect de l'obligation scolaire, de l'assiduité des élèves, à l'organisation et au fonctionnement de l'École, ainsi qu'à l'accomplissement des missions de</p> | | <p><i>informatique appelée « Base élèves ». L'objectif poursuivi par cette application est de permettre la gestion tant administrative que pédagogique des élèves fréquentant une école maternelle ou primaire. Suite à de nombreuses plaintes de parents d'élèves, le Ministère de l'Education Nationale français a retiré du périmètre des données collectées, les champs concernant la catégorie socioprofessionnelle des parents, l'origine, la nationalité et la situation familiale de l'élève ainsi que la langue parlée chez lui, et ce, notamment afin d'éviter que ces renseignements ne soient détournés de leurs finalités initiales en vue d'aider à repérer les familles sans-papiers. Ainsi, l'arrêté du 20 octobre 2008 mettant en place la « Base élèves » pour les élèves du premier degré prévoit une liste plus restreinte de données récoltées que celle initialement prévue. »</i></p> <p>Le Conseil d'Etat se rallie à ces vues de la CNPD et voudrait dans ce contexte encore relever que <u>l'arrêté du 20 octobre 2008 du ministre de l'Education nationale français portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif au pilotage et à la gestion d'élèves de l'enseignement du premier degré, cité par la CNPD, dispose expressément en son article 4 qu'« aucune donnée relative à la nationalité et l'origine raciale ou ethnique des élèves et de leurs parents ou responsables légaux ne peut être enregistrée ».</u></p> <p>En ce qui concerne les <u>finalités du traitement</u> : Le traitement de données à caractère personnel constitue en lui-même une <u>ingérence dans la vie privée des personnes concernées</u> qui n'est</p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>l'École en général. Elle permet de suivre les parcours scolaires et d'effectuer des analyses et des recherches statistiques à des fins de planification et d'évaluation de la qualité de l'enseignement, le cas échéant après anonymisation des données afférentes.</p> | | <p><u>légitime que dans la mesure où cette ingérence est nécessaire dans les limites de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales</u>, précitée, garantissant le droit au respect de la vie privée et familiale.</p> <p>L'article 5 de la Convention du 28 janvier 1981 pour la protection à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel énonce les grands principes auxquels le traitement automatisé des données nominatives doit répondre. Ainsi, les données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement automatisé, doivent-elles être obtenues et traitées loyalement et licitement, pour des finalités déterminées et légitimes. <u>Les données collectées doivent donc servir un intérêt légitime, strictement et précisément défini</u>; dans le cas contraire, la loyauté du traitement ne serait plus donnée. Les mêmes principes se retrouvent au chapitre II « Conditions générales de licéité des traitements de données à caractère personnel », et plus précisément à l'article 6, de la directive 95/46/CE, précitée.</p> <p>L'article 4, paragraphe 1^{er}, point (a) de la loi du 2 août 2002, précitée, se fait l'écho de l'article 5 de la Convention du 28 janvier 1981 et de la directive 95/46/CE, en posant <u>l'exigence que les données soient collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne soient pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités</u>.</p> <p>Le Conseil d'Etat constate que parmi les finalités énoncées à l'alinéa 2 de l'article 3 du projet de loi sous avis, il s'en trouve qui sont circonscrites.</p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|--|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | <p>C'est le cas des finalités de contrôle de l'obligation scolaire et de l'assiduité des élèves, et, dans une mesure beaucoup moindre, des finalités formées par l'organisation et le fonctionnement de l'école. <u>La finalité formée par « l'accomplissement des missions de l'Ecole en général », par contre, est imprécise et formulée de manière trop extensive.</u></p> <p>Les finalités énoncées à l'article 3 doivent servir à légitimer le traitement de données à caractère personnel, dont certaines sont des données très sensibles. Or, <u>plus la donnée à traiter est sensible, plus l'intérêt public à la base du traitement doit être élevé. Et la finalité qui en découle pour légitimer le traitement, doit être formulée avec d'autant plus de rigueur.</u></p> <p>De ce point de vue, le Conseil d'Etat se heurte au <u>manque de rigueur, c'est-à-dire au degré élevé d'imprécision et au caractère trop large et extensif, de la finalité formée par « l'accomplissement des missions de l'Ecole en général ».</u></p> <p>Le Conseil d'Etat estime que ces finalités, dans leur formulation actuelle, risquent de ne pas être suffisamment précises pour satisfaire aux exigences posées par l'article 5 de la Convention du 28 janvier 1981, précitée. En raison de l'imprécision rédactionnelle, <u>le Conseil d'Etat doit, en conséquence et sous peine d'opposition formelle, insister à ce que la finalité consistant dans « l'accomplissement des missions de l'Ecole en général » soit mieux explicitée, c'est-à-dire cernée et formulée avec plus de précision.</u></p> <p>Dans la mesure où des doutes subsisteraient au</p> |
|--|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|--|--|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | <p>sujet de l'adéquation, de la pertinence et de la non-excessivité du traitement de certaines données par rapport à leur finalité, <u>l'article 3 du projet de loi sous avis risquerait de ne pas satisfaire aux exigences de l'article 6 de la Convention du 28 janvier 1981.</u></p> <p>Etant donné qu'il résulte des développements qui précèdent que l'article 3 du projet de loi sous avis risque de ne pas être conforme aux articles 5 et 6 de la Convention du 28 janvier 1981 et étant donné que cette Convention constitue une norme de droit international qui, de par son rang dans la hiérarchie des normes juridiques, s'impose au législateur, <u>le Conseil d'Etat demande que les précisions demandées plus haut soient mises à sa disposition.</u></p> <p>Le Conseil d'Etat <u>souhaite également être informé plus particulièrement sur l'existence éventuelle de normes de droit international qui imposeraient au ministre le traitement de certaines données.</u></p> <p><u>D'un point de vue formel, l'article 3 pourrait être structuré comme suit :</u></p> <p>« Art. 3. (1) Les finalités à réaliser au moyen du traitement de données à caractère personnel visé à l'article 2 sont les suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le contrôle du respect de l'obligation scolaire; 2. le contrôle de l'assiduité de l'élève; 3. ... <p>...</p> <p>(2) Les données à caractère personnel concernant les élèves, à soumettre au traitement visé à l'article 2, sont les suivantes : ... »</p> |
|--|--|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Art. 4. Collecte et traitement</p> <p>(1) Les informations d'identification des élèves, de leurs représentants légaux, ainsi que des entreprises pour les contrats d'apprentissage ou les stages éventuels des élèves sont fournies par le Registre national des Personnes physiques et morales du Centre des Technologies de l'Information de l'Etat.</p> <p>(2) Le ministère peut obtenir en outre, par des procédés informatisés ou non, des données à caractère personnel des élèves de la part des</p> | <p>CHFEP : /</p> <p>CDM : (sub 2) b) Il faut mentionner, à côté des chambres professionnelles, également les conseillers à l'apprentissage du fait des missions et tâches leur confiées par la loi de 2008.</p> <p>CC : La Chambre attire l'attention sur la nécessité de veiller à la mise en place d'un système informatique flexible permettant, si nécessaire, l'interconnexion avec d'autres fichiers. Au niveau de la formation professionnelle, la Chambre travaille actuellement avec le Fichier élèves ainsi qu'avec le logiciel Forminitiale développé par elle. Afin de maintenir une gestion optimale des apprentis, la Chambre recommande que le système centralisé de gestion de base de données s'oriente aux fonctionnalités du fichier élèves et soit compatible avec le logiciel Forminitiale.</p> <p>CSL : (sub 4) « Ils ignorent ce qui est susceptible de se passer par la suite avec leurs données » notamment dans le cas où elles sont transmises à des tiers. Qu'en</p> | <p>Cette manière de concevoir l'accès aux données du registre général des personnes physiques et morales <u>correspond à celle mise en œuvre par l'article 48-24 du Code d'instruction criminelle ou encore par l'article 138 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et son règlement grand-ducal d'exécution du 26 septembre 2008</u> portant création des traitements de données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et déterminant les données à caractère personnel auxquelles le ministre ayant l'immigration dans ses attributions peut accéder aux fins d'effectuer les contrôles prévus par la loi.</p> <p>Dans ces deux cas, <u>l'accès au registre général des personnes physiques et morales ainsi qu'à d'autres fichiers étatiques a lieu par accès sécurisé direct au moyen d'un système informatique.</u></p> <p>D'un point de vue formel, il y a lieu d'écrire, au 1^{er} paragraphe, le <u>Centre de technologies de l'information de l'Etat avec un « t » et un « i » minuscules.</u></p> <p>Le paragraphe 2 énumère les administrations et organismes publics luxembourgeois, et même étrangers, dont « le ministère <i>peut obtenir</i> en</p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>autorités et entités suivantes :</p> | <p>est-il des données déjà en possession du ministère et des différentes institutions ? Faut-il recueillir le consentement des personnes concernées pour l'utilisation ex post de leurs données collectées originairement pour une autre fin ? Il faut une référence aux passages de la loi de 2002 concernant l'accès des concernés aux données, le droit de rectification et d'opposition.</p> <p>SNE : /</p> <p>MIFA : /</p> | <p>autre, par des procédés informatisés ou non, des données à caractère personnel des élèves ».</p> <p>Selon le projet de loi sous avis, <u>l'accès aux données du registre général des personnes physiques et morales est de droit alors que l'accès aux autres fichiers étatiques et éventuellement communaux ne semble être qu'une faculté.</u></p> <p>Les raisons de concevoir l'accès aux fichiers de manière différente selon qu'il s'agit du registre général des personnes physiques et morales ou qu'il s'agit d'autres fichiers étatiques, et éventuellement communaux, échappent au Conseil d'Etat. <u>Pour des raisons d'analogie, il demande aux auteurs du projet de loi de s'en tenir aux précédents constitués par les dispositions citées du Code d'instruction criminelle et la législation sur la libre circulation des personnes et l'immigration, à moins que cela s'avère impossible pour des raisons que le Conseil d'Etat ignore. Le texte est à revoir à la lumière des considérations qui précèdent.</u></p> <p>En ce qui concerne <u>les données qui sont déjà disponibles dans des fichiers existants exploités par les administrations ou services de l'Etat, des communes ou syndicats de communes, le Conseil d'Etat propose d'intégrer ces données au traitement en projet au moyen d'un accès direct,</u> tel que décrit ci-dessus. Les données auxquelles l'accès est accordé doivent être énumérées limitativement dans un règlement grand-ducal.</p> <p>Comme toutefois <u>l'accès aux données détenues</u></p> |
|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|--|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | <p><u>par les autorités et établissements scolaires étrangers ne saurait être imposé par la loi luxembourgeoise</u>, le traitement en projet restera tributaire du bon vouloir de ceux-ci pour la communication des données sollicitées. <u>Il en sera de même pour l'Ecole européenne et éventuellement pour les autres établissements d'enseignement mentionnés au présent avis à l'endroit de l'article 1^{er}</u>, s'il s'avérait que ces établissements, bien que situés sur le territoire luxembourgeois, ne tombent pas dans le champ d'application de la loi modifiée du 13 juin 2003, précitée.</p> <p>Pour chacun des onze points du paragraphe 2, numérotés de a) à k), le texte sous avis indique la raison qui justifie aux yeux des auteurs du projet de loi le traitement des données y visées.</p> <p>La pléthore de données à caractère personnel qu'il est envisagé de traiter ne manque cependant pas de <u>soulever la question de savoir si le traitement de chacune de ces données répond effectivement aux exigences d'adéquation, de pertinence et de non-excessivité, eu égard aux finalités régissant le traitement, à énoncer à l'endroit de l'article 3 du présent projet de loi.</u></p> <p>Etant donné que le Conseil d'Etat a demandé plus haut, à l'endroit de l'article 3, des précisions et des informations complémentaires en ce qui concerne précisément les finalités et certains contenus du traitement projeté, <u>il n'est pas en mesure de se prononcer à présent sur le détail du paragraphe 2 de l'article 4</u> ; il se réserve de prendre position quand il disposera des informations complémentaires sollicitées.</p> |
|--|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> a) de l'Administration de l'Emploi aux fins d'obtenir des informations sur la transition des élèves de l'enseignement vers la vie active ; b) du ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, aux fins d'obtenir des informations sur la transition des élèves de l'enseignement postprimaire vers les études supérieures; c) des chambres professionnelles, aux fins de suivi des élèves faisant un apprentissage dans le cadre de la formation professionnelle ; d) des écoles privées, de l'Ecole européenne et des écoles transfrontalières, aux fins de l'accueil des élèves en provenant, ainsi que de la prise en considération de leur parcours scolaire antérieur ; e) des administrations étrangères ainsi que des écoles dans les régions limitrophes, aux fins d'avoir des données sur les élèves résidant au Grand-Duché et scolarisés à l'étranger ; f) de l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue, aux fins de suivre le parcours professionnel des élèves quittant les écoles ; g) des administrations communales, aux fins du contrôle de l'obligation scolaire et de la planification de l'offre scolaire ; h) du ministre ayant la Famille dans ses attributions, aux fins de suivi des élèves fréquentant un centre socio-éducatif de l'Etat ou pensionnaires d'une maison d'enfants de l'Etat ou d'un internat conventionné, ainsi que des élèves pris en | | <p>D'un point de vue formel, si avant l'adoption de la loi en projet par la Chambre des députés, la loi portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi a été adoptée, <u>il y aura lieu de remplacer au paragraphe 2, point a), la dénomination de « l'Administration de l'emploi » par la nouvelle dénomination de « Agence pour le développement de l'emploi ».</u></p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>charge par les structures d'accueil ;</p> <p>i) de l'Inspection générale de la Sécurité sociale, aux fins d'avoir des informations sur les catégories socio-professionnelles et les catégories de revenu des responsables de l'élève ;</p> <p>j) de la Caisse nationale des Prestations familiales, aux fins d'avoir des informations sur les élèves poursuivant des études à l'étranger ;</p> <p>k) du ministre ayant les Affaires étrangères dans ses attributions, aux fins de la scolarisation des élèves dont les responsables ont introduit une demande de protection internationale.</p> <p>Les données qui peuvent être obtenues des autorités et entités énumérées ci-dessus sont déterminées par règlement grand-ducal. Seuls les agents du ministère désignés nommément par arrêté ministériel peuvent les obtenir.</p> | | <p>Le Conseil d'Etat voudrait d'ores et déjà émettre <u>de sérieux doutes quant à l'adéquation, la pertinence et la non-excessivité des données visées au point i)</u>. Il est en effet difficile de concevoir en quoi la catégorie de revenus des « responsables de l'élève » doit intéresser l'école, <u>d'autant plus que la notion de « responsable » de l'élève n'est pas autrement définie et est, de ce fait, trop vague.</u></p> <p>Finalement, en ce qui concerne <u>les données visées aux points h), i) et k)</u>, et dans l'hypothèse où leur collecte et leur traitement seraient effectivement justifiés, <u>le Conseil d'Etat est d'avis que ces données doivent être collectées directement auprès des représentants légaux de l'élève mineur ou auprès de l'élève majeur.</u></p> <p>En ce qui concerne la <u>notion de « catégorie socio-professionnelle » utilisée au point i)</u>, le Conseil d'Etat rappelle que <u>cette notion trop floue doit à être précisée.</u> Il renvoie dans ce contexte aux développements qui précèdent.</p> <p>D'après le paragraphe 2, dernier alinéa, <u>seuls des « agents du ministère », désignés nommément par un arrêté ministériel, peuvent obtenir les données visées au paragraphe 2. Dans l'hypothèse d'un accès direct à d'autres fichiers étatiques et éventuellement communaux, cette disposition est à reformuler par analogie avec les dispositions citées du Code d'instruction criminelle et de la législation sur la libre circulation des personnes et l'immigration.</u></p> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|--|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | <p>Un <u>projet de règlement grand-ducal</u> censé donner le détail des données à traiter est joint au projet de loi sous examen. Le Conseil d'Etat n'entend pas aviser le projet de règlement tant qu'il n'a pas obtenu les précisions demandées plus haut.</p> <p>Il constate toutefois qu'audit projet de règlement figurent parmi les données à traiter « le niveau d'études » et « la catégorie socio-professionnelle » des représentants légaux de l'élève. Ici encore le Conseil d'Etat voudrait, dès maintenant, émettre de sérieux doutes quant à l'adéquation, la pertinence et la non-excessivité de ces données par rapport aux finalités du traitement projeté.</p> <p>Il résulte en outre du projet de règlement grand-ducal qu'il est prévu de soumettre les photographies des élèves au traitement en projet. Le Conseil d'Etat est à même de concevoir qu'il peut exister des raisons légitimes pour procéder à un tel traitement. En présence des réserves formulées par la CNPD dans son avis du 26 juillet 2010 à l'égard du traitement des photographies, le Conseil d'Etat doute toutefois de la nécessité d'un tel traitement et souhaite obtenir des précisions à ce sujet.</p> <p>Du point de vue rédactionnel, le Conseil d'Etat propose de <u>reformuler les dispositions contenues aux paragraphes 1^{er} et 2 en énumérant les fichiers auxquels un accès direct a lieu, tout en indiquant la nature des données qui en sont extraites et la branche de la finalité prévue à l'article 3 à laquelle le traitement des données concernées se rattache.</u></p> |
|--|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

(3) Les autres données personnelles relatives aux élèves destinées à figurer dans la base de données sont établies par l'administration de l'Education nationale. Pour le surplus, les données proviennent des formulaires et questionnaires complétés par les élèves ou leurs représentants légaux. Les représentants légaux et l'adulte, auprès desquels les données à caractère personnel sont collectées, sont informés des finalités auxquelles les données sont destinées.

Le paragraphe 3 parle de l'origine des « autres » données. Il s'agit probablement de celles qui ne sont pas visées au paragraphe 2, tout en tombant dans la catégorie de celles qu'il est permis de soumettre au traitement, conformément à l'article 3.

Pour des raisons de transparence et de sécurité juridique, **le Conseil d'Etat insiste sur la nécessité d'explicitier dans le projet de loi la nature de ces « autres » données à caractère personnel, tout en distinguant entre celles qui sont établies par l'administration de l'Education nationale et celles qui sont collectées directement auprès des représentants légaux de l'élève mineur ou auprès de l'élève majeur.**

Le paragraphe 3 énonce à juste titre que les personnes auprès desquelles des données sont collectées doivent être informées des finalités auxquelles les données sont destinées. Le texte reste toutefois muet sur le point de savoir s'il existe ou non une obligation de répondre à charge des personnes auprès desquelles les données sont sollicitées. Cette lacune est à combler. Au cas où une obligation de répondre serait créée, il faudrait **également prévoir les conséquences encourues en cas de défaut de répondre** (voir à ce sujet l'article 26 de la loi modifiée du 2 août 2002).

Le texte du projet de loi est encore muet à propos des autres droits de la personne concernée, dont question aux articles 26 à 31 de la loi modifiée du 2 août 2002 que sont le droit à l'information, le droit d'accès et de rectification ainsi que le droit

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>(4) La collecte et le traitement se font moyennant un système centralisé de gestion de base des données accessible via Internet dont le ministère est le seul propriétaire et gestionnaire. L'accès à ce système de gestion de base de données est contrôlé par un système sécurisé d'identification et d'authentification individuelle. La collecte et le traitement se font dans le respect des finalités décrites à l'article 3.</p> | | <p>d'opposition. On peut donc <u>supposer que c'est le droit commun</u>, tel qu'il résulte des dispositions citées de la loi modifiée du 2 août 2002, qui trouve application.</p> <p>Afin de dissiper le doute à cet égard, le Conseil d'Etat <u>invite les auteurs du projet de loi à fournir des précisions supplémentaires quant au droit à l'information, au droit d'accès et de rectification ainsi qu'au droit d'opposition de la personne concernée, et plus généralement, sur la manière d'après laquelle les données collectées sont vérifiées et tenues à jour</u>; des données incorrectes, incomplètes ou simplement périmées risqueraient en effet de faire perdre au traitement son caractère loyal et licite. Pour sa part, <u>le Conseil d'Etat considère qu'il faut accorder aux personnes concernées le droit à l'information, le droit d'accès aux données collectées ainsi que le droit de rectification et qu'il est également indiqué d'obliger le responsable du traitement de les informer par courrier de leurs droits. Une disposition précisant les droits de la personne concernée et la manière dont ils sont exercés est dès lors à intégrer dans l'article sous avis.</u></p> <p>Le paragraphe 4 porte sur la collecte et le traitement des données. <u>Dans sa formulation actuelle, ce texte est à omettre puisqu'il n'est pas en phase avec les concepts et notions employés par la loi du 2 août 2002</u>, alors qu'il utilise des expressions que cette loi ne connaît pas comme « propriétaire » et « gestionnaire » de la « base de données ».</p> <p>Compte tenu des considérations qui précèdent,</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|--|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | <p><u>l'article 4 pourrait être structuré comme suit :</u></p> <p>« Art. 4. (1) Aux fins de réaliser les finalités énoncées à l'article 3, le ministre peut accéder, par un système informatique direct, aux traitements de données à caractère personnel suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le registre général des personnes physiques et morales créé par la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales, afin d'obtenir les informations d'identification nécessaires à la réalisation de la finalité numéro x (le cas échéant : des finalités numéros x, y) de l'article 3 ; 2. le fichier [dénomination du fichier] exploité pour le compte de l'Administration de l'Emploi, aux fins d'obtenir des informations sur la transition des élèves vers la vie active, nécessaires à la réalisation de la finalité numéro x de l'article 3 ; 3. le fichier [dénomination du fichier] exploité pour le compte du ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, en vue d'obtenir les informations sur la transition des élèves de l'enseignement postprimaire vers l'enseignement supérieur, nécessaires à la réalisation de la finalité numéro x) de l'article 3 ; 4. <p>(2) Les données à caractère personnel des fichiers accessibles en vertu du paragraphe (1) sont déterminées par règlement grand-ducal.</p> <p>(3) Les données à caractère personnel établies par l'administration de l'Education nationale sont les suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. |
|--|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|--|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | <p>(4) Les données à caractère personnel à recueillir directement auprès des représentants légaux de l'élève mineur ou de l'élève majeur sont les suivantes :</p> <p>1. ...</p> <p>...</p> <p>(5) Le système informatique par lequel l'accès ou le traitement des données à caractère personnel sont opérés doit être aménagé de sorte que :</p> <p>a) les personnes procédant au traitement des données ne puissent traiter les fichiers auxquels ils ont accès qu'en introduisant leur identifiant numérique personnel, et</p> <p>b) que les informations relatives aux personnes ayant procédé au traitement ainsi que les informations traitées, la date et l'heure du traitement sont enregistrées et conservées pendant un délai de 3 ans, afin que le motif du traitement puisse être retracé. Les données à caractère personnel traitées doivent avoir un lien direct avec la finalité à laquelle participe la personne ayant procédé au traitement dans le cadre de ses attributions et qui a motivé le traitement.</p> <p>(6) Seules peuvent être traitées les données à caractère personnel strictement nécessaires selon le principe de proportionnalité.</p> <p>(7) [Insérer ici les dispositions relatives aux droits des personnes concernées en y mentionnant la manière dont les informations à ce sujet sont portées à leur connaissance.] »</p> |
| | | |

| | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Art. 5. Accès aux données</p> <p>Les données à caractère personnel enregistrées et traitées ne sont accessibles qu'aux utilisateurs autorisés soit par le ministre, soit par l'administrateur tel que défini à l'article 1^{er}, agissant dans le cadre de sa délégation de pouvoir.</p> <p>Les utilisateurs n'ont accès qu'aux seules données qu'ils ont établies et/ou qu'ils sont appelés à traiter dans l'exercice de leurs attributions et dans le cadre de la finalité à laquelle ils participent.</p> <p>Aux chambres professionnelles est accordé un accès limité aux données nécessaires pour l'inscription de la note patronale décernée à un élève faisant un apprentissage dans le cadre de la formation professionnelle.</p> <p>Les personnes qui sont en droit d'accéder aux données à caractère personnel sont tenues à la confidentialité des données.</p> | <p>CHFEP : La Chambre met en garde contre des livres de classe électroniques gérés non seulement dans les établissements scolaires, mais connectés aussi à un réseau national. Elle ne voit pas d'intérêt administratif ou pédagogique à collecter ou même archiver sur le plan national des données ou inscriptions dans ces livres de classe électroniques.</p> <p>CDM : <u>« Note patronale » à remplacer par « évaluation patronale ».</u> La collecte et l'inscription de l'évaluation patronale appartient aux conseillers à l'apprentissage et non aux chambres professionnelles</p> <p>CC : <u>Il y a lieu de remplacer « note patronale » par « l'évaluation des modules pratiques en milieu professionnel ».</u> L'importance d'une définition des accès s'orientant aux accès en vigueur pour l'utilisation du Fichier élèves est soulignée, ceci aussi bien pour les conseillers à l'apprentissage que pour tout autre collaborateur de la Chambre de Commerce (Luxembourg School for Commerce) en charge du suivi de la formation professionnelle initiale.</p> | <p>L'article 5 concerne l'« accès » à la « base de données », lequel est conféré aux « utilisateurs » soit par le ministre soit par l'« administrateur » dans les limites de sa délégation de pouvoirs. Chaque « utilisateur » ne doit avoir « accès » qu'aux seules données qu'il a lui-même établies ou qu'il est appelé à traiter dans l'exercice de ses attributions et dans le cadre de la finalité à laquelle il participe.</p> <p>A cet égard, il faut noter que <u>le terme accès est réservé au tiers qui accède aux données d'un fichier ; l'utilisateur procède au traitement des données. Les expressions « administrateur » et « utilisateur » sont à proscrire pour les raisons exposées plus haut.</u></p> <p>En accordant à l'« utilisateur » le droit d'accéder aux données qu'il a lui-même établies, <u>un « utilisateur » qui, entre-temps, a été muté ou changé d'affectation dans son service, pourrait, sur cette base, toujours accéder à des données dont il n'est plus en charge, tout simplement parce que c'est lui qui les avait établies en son temps. Il est à craindre que cette disposition ne recèle un certain potentiel d'abus.</u> Le Conseil d'Etat <u>demande dès lors de modifier cette disposition en y apportant plus de précisions au vu de ce qui précède.</u></p> <p>Le Conseil d'Etat est à se demander <u>comment</u>, en présence de quelque 9000 enseignants, en plus des autres agents de l'administration de l'Education nationale, <u>les autorisations de traitement individualisées aux fins de traiter</u></p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|--|--------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>CSL : /</p> <p>SNE : /</p> <p>MIFA : /</p> | <p><u>certaines catégories bien déterminées de données, concernant uniquement les élèves dont l'enseignant est en charge, seront gérés en pratique.</u> Au moins chaque année scolaire les autorisations devraient être annulées et redistribuées. En cours d'année scolaire, d'innombrables modifications devraient également avoir lieu en permanence pour tenir compte, en temps réel, des fluctuations qui surviendront à la fois dans le groupe des élèves et dans celui des enseignants, suite notamment aux transferts entre établissements scolaires et aux remplacements d'enseignants.</p> <p>Le texte de l'article 5 <u>n'indique pas si l'autorisation « d'accès » aux données est un accès électronique sécurisé ou si elle est conférée par un acte administratif sous forme écrite et matérialisé</u> ensuite par les autorisations d'accès électroniques. Le texte <u>n'indique pas non plus la durée de validité des autorisations.</u> <u>Le Conseil d'Etat estime que les conditions, les modalités d'octroi des autorisations d'accès, la périodicité de la révision des accès, ainsi que la durée de leur validité devraient être précisées davantage.</u></p> <p>Dans le cadre de l'article 5, <u>il y a par ailleurs lieu de tenir compte des conseillers à l'apprentissage introduits par la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.</u></p> <p>Tenant compte des considérations qui précèdent, <u>le Conseil d'Etat propose de formuler l'article 5 comme suit :</u></p> <p>« Art. 5. Dans l'exercice de leurs attributions, les</p> |
|--|--------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | <p>membres de l'administration de l'Education nationale, nommément désignés par le ministre en vertu de leurs attributions spécifiques, ont accès direct aux fichiers désignés par le ministre parmi ceux énumérés à l'article 2 et sont habilités à procéder aux traitements qu'il détermine.</p> <p>Le ministre peut accorder aux agents des chambres professionnelles et aux conseillers d'apprentissage nommément désignés par lui, un accès limité au fichier des élèves pour l'inscription des notes des élèves en apprentissage dans le cadre de la formation professionnelle.</p> <p>Les actes portant habilitation des agents visés au deux alinéas qui précèdent indiquent avec précision l'identité de la personne désignée, la durée de l'habilitation, les données nominatives à caractère personnel auxquelles l'agent est habilité à accéder directement et les traitements qu'il est habilité à effectuer.</p> <p>Le ministre peut à tout moment révoquer les habilitations qu'il a conférées au titre du présent article. Chaque année, toutes les habilitations sont examinées par le ministre quant à la pertinence de leur raison d'être et sont, le cas échéant, révoquées. »</p> |
| <p>Art. 6. Communication de données à des tiers</p> <p>Le ministère est autorisé à communiquer, par des procédés informatisés ou non, des données à caractère personnel relatives aux élèves, aux autorités et aux entités suivantes :</p> <p>a) à l'Administration de l'Emploi, aux fins de mettre les élèves en contact avec des organismes de formation dans le cadre de l'attribution de postes</p> | <p>CHFEP : (sub n) Pourquoi mentionner expressément ici l'Université alors que sous l'article 7 il est question de tous les instituts de recherche. Le point n) ne fait-il donc pas double emploi avec l'article 7 ?</p> | <p>Du point de vue rédactionnel, <u>il y a lieu de remplacer à l'alinéa 1^{er} le terme de « ministère » par celui de « ministre ».</u></p> <p>Le Conseil d'Etat part de l'idée que la communication de données à caractère personnel à des tiers, de même que l'interconnexion de fichiers de données, sont des</p> |

| | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>d'apprentissage offerts ;</p> <p>b) au ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, aux fins de suivi des élèves poursuivant des études supérieures ;</p> <p>c) aux chambres professionnelles, aux fins de suivi des élèves faisant un apprentissage dans le cadre de la formation professionnelle ;</p> <p>d) aux écoles privées, à l'Ecole européenne et aux écoles transfrontalières, aux fins de l'accueil des élèves provenant de l'enseignement public ;</p> <p>e) à l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue, aux fins de suivi des élèves passant de la formation initiale à la formation continue ou à la vie active ainsi que de la prise en considération de leur parcours scolaire antérieur ;</p> <p>f) au ministre ayant les Transports dans ses attributions, aux fins de l'organisation des transports en commun des élèves ;</p> <p>g) aux administrations communales, aux fins de vérification de l'obligation scolaire et de l'attribution de bourses scolaires ;</p> <p>h) à la Caisse nationale des Prestations familiales, aux fins de permettre à celle-ci de décider de la continuation ou de l'interruption du versement d'allocations familiales pour les enfants qui ne sont plus dans l'obligation de fréquenter l'école ;</p> <p>i) au Centre commun de la Sécurité sociale, aux fins de permettre la prise en</p> | <p>CDM : <u>(sub c) chambres professionnelles à remplacer par conseillers à l'apprentissage.</u></p> <p>CC : (sub o) La chambre reconnaît l'utilité de l'établissement d'un indice socio-économique et socio-culturel, mais recommande une définition plus concise de l'indice et une production (protection ?) adéquate des données très sensibles.</p> <p>CSL : Les tiers pouvant recevoir communication de données sont trop nombreux : sont visés Université, INFPC et CEPS. Interconnexion doit respecter les 4 conditions cumulatives prévues à l'article 16 de la loi modifiée du 2 août 2002 (CNPD) elle n'est par ailleurs autorisée que dans le respect de finalités identiques ou liées</p> <p>SNE : (sub n) La réalisation de la collecte de données pour le suivi longitudinal... peut très bien se faire sous forme de données dépersonnalisées</p> <p>MIFA : (sub j) ... par les structures d'accueil et des enfants et jeunes adultes bénéficiant ou étant susceptibles de bénéficier d'une mesure d'aide suivant l'article 11 de la loi du 16</p> | <p>opérations très délicates qui doivent être entourées d'un maximum de garanties. C'est dans cet ordre d'idées qu'il voudrait formuler quelques observations qu'il considère comme essentielles.</p> <p>Avant de communiquer des données à caractère personnel issues du fichier des élèves à des tiers, <u>le responsable du traitement doit, de cas en cas, vérifier la nécessité de la communication ainsi que la compatibilité de la finalité du traitement en vue duquel la communication est demandée avec la finalité en vue de laquelle les données avaient été collectées.</u> Il s'ensuit qu'il n'est pas possible <u>d'accorder à quiconque un accès permanent et illimité au fichier des élèves.</u> Afin de limiter les abus possibles, <u>il doit être veillé à ne communiquer que de petites quantités de données à la fois, et pour une courte durée.</u> Les communications de données à des tiers doivent se faire de telle manière que le responsable du traitement peut à tout moment et dans tous les cas <u>garantir que les données communiquées ne soient pas traitées au-delà de leur durée légale de conservation.</u></p> <p>Dans cette logique, <u>le Conseil d'Etat ne peut s'accommoder de l'idée que l'Université de Luxembourg puisse se servir de la base de données en projet pour y collecter des données à caractère personnel pour le suivi longitudinal du parcours scolaire et des résultats scolaires des élèves dans le cadre de ses travaux d'évaluation et de recherche (point n), même si ces travaux sont commandités par le ministre. Dans ces cas, les données doivent, selon le Conseil d'Etat, être dépersonnalisées.</u> Dans les cas où une dépersonnalisation complète des données</p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>charge des accidents scolaires par l'assurance-accidents ;</p> <p>j) au ministre ayant la Famille dans ses attributions, aux fins de suivi des élèves fréquentant un centre socio-éducatif de l'Etat ou une maison d'enfants de l'Etat et de la prise en charge socio-éducative des élèves par les structures d'accueil ;</p> <p>k) au ministre ayant la Santé dans ses attributions, aux fins de la mise en œuvre de la médecine scolaire et pour des analyses portant sur la santé des élèves ;</p> <p>l) au Service national de la Jeunesse, aux fins de l'encadrement des élèves suivant des activités périscolaires et des projets éducatifs ;</p> <p>m) à la Fondation Restena, aux fins de la constitution d'adresses électroniques des élèves ;</p> <p>n) à l'Université du Luxembourg aux fins de réaliser des collectes de données pour le suivi longitudinal du parcours scolaire et des résultats scolaires des élèves dans le cadre des évaluations externes et des travaux de recherche réalisés sous le contrôle et la responsabilité du ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions, dans le but d'optimiser l'enseignement par une meilleure adaptation à la population scolaire ;</p> <p>o) à l'Inspection générale de la sécurité sociale et au CEPS-INSTEAD aux fins de l'établissement de l'indice socio-économique et socio-culturel en vue de l'attribution de contingents de leçons</p> | <p>décembre relative à l'aide à l'enfance et à la famille</p> | <p>entraverait les travaux d'évaluation ou de recherche, les données nominatives devraient au préalable être encryptées par un tiers spécialisé afin de rendre impossible l'identification ultérieure de la personne concernée par l'utilisateur final des données ainsi encryptées. Dans cet ordre d'idées <u>le Conseil d'Etat insiste que l'Université de Luxembourg soit supprimée sur la liste de l'article 6.</u> L'Université gardera toujours la possibilité d'effectuer ses recherches sous le couvert de l'article 7.</p> <p>Le Conseil d'Etat <u>souhaite par ailleurs que les données à caractère personnel trop sensibles, telles que celles relatives à la nationalité et au pays d'origine, celles relatives à la catégorie de revenus, l'éventuel statut de protection international ou les informations sur le placement d'un mineur dans une structure d'accueil soient exclues par la loi de toute communication à des tiers,</u> si toutefois le traitement de ces données devait être maintenu.</p> <p>Le Conseil d'Etat <u>s'interroge encore sur la nécessité de transmettre des données à caractère personnel de tous les élèves au ministre ayant les Transports dans ses attributions (point f),</u> en vue d'organiser les transports scolaires. Il est d'avis que <u>l'organisation du transport scolaire général doit pouvoir se faire à partir de données dépersonnalisées.</u> La transmission de données à caractère personnel devrait dès lors se limiter aux données nécessaires à l'organisation des transports scolaires individualisés, plus particulièrement de l'enseignement différencié. Le Conseil d'Etat <u>s'interroge pareillement sur la nécessité de communiquer des données à</u></p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>d'enseignement aux communes et syndicats intercommunaux pour l'organisation de l'enseignement fondamental.</p> <p>Les données qui peuvent être communiquées aux destinataires énumérés ci-dessus sont déterminées par règlement grand-ducal. Seuls les agents du ministère désignés nommément par arrêté ministériel peuvent les communiquer.</p> <p>La communication se fait dans la mesure du possible directement par interconnexion entre systèmes informatiques ou par voie électronique.</p> | | <p><u>caractère personnel d'élèves au Service national de la Jeunesse (point I)</u>. Les élèves désireux de s'inscrire aux activités de ce service, ne devraient-ils pas fournir eux-mêmes les données nécessaires à cet effet?</p> <p>Suivant le dernier alinéa de l'article sous examen, la communication de données à caractère personnel se fait, dans la mesure du possible, directement par interconnexion entre systèmes informatiques ou par voie électronique. <u>Le Conseil d'Etat voudrait que l'on évite que des données à caractère personnel soient communiquées sous forme de fichiers annexés à des courriels ou téléchargés sur supports informatiques amovibles.</u> Si tel était le cas, le ministre perdrait tout contrôle sur l'utilisation ultérieure des données et sur leur durée de conservation. Pour ces raisons, <u>il y a lieu de ne permettre l'accès des tiers aux données à caractère personnel que par le seul moyen d'une interconnexion de systèmes informatiques, à condition que le retraçage détaillé des opérations effectuées soit garanti.</u></p> |
| <p>Art. 7. Analyses et recherches</p> | | |

| | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le traitement ou la communication à des tiers, à l'aide de procédés informatisés ou non, de données concernant les élèves à des fins d'analyses et de recherches statistiques ne peut se faire que moyennant des données dépersonnalisées afin que celles-ci ne permettent pas l'identification des personnes auxquelles elles s'appliquent.</p> <p>Le ministère peut s'associer avec des partenaires luxembourgeois ou étrangers, du secteur public ou privé, pour mener des recherches et des analyses scientifiques qui prennent en compte des données de la présente base.</p> | <p>CHFEP : /</p> <p>CDM : /</p> <p>CC : <u>Dépersonnalisation ou anonymisation ?</u> (voir plus haut)</p> <p>CSL : Nécessité absolue d'anonymiser ou de coder, même pour le ministère, toutes les données servant à l'élaboration d'études et de statistiques.</p> <p>SNE : /</p> <p>MIFA : /</p> | <p>A l'endroit de l'alinéa 2, <u>le Conseil d'Etat a du mal à concevoir que les données qui y sont visées ne soient pas elles aussi dépersonnalisées.</u> Pour des raisons liées à protection de la vie privée des personnes, <u>il demande qu'elles le soient, sinon qu'elles soient du moins traitées par un tiers intermédiaire de manière à ce qu'il ne soit plus possible au destinataire final d'identifier ultérieurement les personnes concernées.</u></p> <p>Dans l'intérêt d'un agencement plus logique du texte de projet de loi sous examen, <u>le Conseil propose d'intervertir la suite des articles 7 et 8.</u></p> |
| <p>Art. 8. Confidentialité, intégrité et sécurité des données</p> <p>Les supports informatiques ou autres contenant des données à caractère personnel sont conservés dans un lieu sûr dont l'accès est sécurisé.</p> <p>La technologie utilisée pour la collecte, le traitement et la communication de données à caractère personnel est sécurisée et protégée par un système d'identification et d'authentification</p> | <p>CHFEP : /</p> <p>CDM : /</p> <p>CC : /</p> <p>CSL : Constate que la durée de conservation préconisée par la CNPD (10 ans) n'a pas été</p> | |

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>individuelle des utilisateurs.</p> <p>Le ministre prend toutes les mesures pour assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la traçabilité des données conformément aux articles 21 à 23 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.</p> <p>Le système informatique par lequel un accès direct est opéré doit être aménagé de sorte que les informations relatives à la personne bénéficiant de la communication, les informations communiquées, la date, l'heure, ainsi que le motif précis de la communication puissent être retracés.</p> <p>Les données sont détruites après une période de 15 ans après la fin du cursus scolaire, sans préjudice d'un archivage des informations relatives aux diplômes et bulletins scolaires qui poursuit une finalité de certification.</p> | <p>retenue. Demande au moins la consécration légale explicite de l'obligation d'anonymisation des données après l'écoulement de la période de conservation.</p> <p>SNE : /</p> <p>MIFA : /</p> | <p>La <u>durée de conservation</u> telle que proposée dans le projet de loi <u>paraît excessivement longue et ne saurait, aux yeux du Conseil d'Etat, se justifier par la finalité du traitement des données en cause.</u> Dans ces circonstances, le Conseil d'Etat estime que la durée de conservation prévue par le projet de loi sous examen <u>risque de dépasser la durée nécessaire à la réalisation des finalités du traitement, et d'être, en conséquence, contraire à l'article 5 de la Convention du 28 janvier 1981 précitée. Il doit donc s'y opposer formellement, à moins que les auteurs du projet de loi n'apportent la justification de la durée de conservation proposée.</u></p> <p>La durée de conservation des données pendant quinze ans après la fin du parcours scolaire, nous mènerait d'ailleurs à la situation curieuse que les données à caractère personnel de bon nombre de parents d'élèves seraient encore enregistrés dans les fichiers concernés par le traitement en projet au moment où leurs propres enfants</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | |
|--|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | <p>seraient scolarisés et y seraient inscrits à leur tour.</p> <p>A titre de comparaison, le Conseil d'Etat voudrait encore une fois citer <u>l'arrêté français du 20 octobre 2008</u>, précité, lequel prévoit en son article 5 ce qui suit :</p> <p>« Les données à caractère personnel recueillies seront conservées suivant les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pour ce qui concerne les données relatives aux autorisations, aux assurances scolaires et aux activités périscolaires, leur conservation n'excédera pas l'année scolaire en cours ; 2. Pour ce qui concerne les données appartenant aux catégories visées aux I à III¹ de l'article 3, seule sera conservée la dernière mise à jour de chaque année scolaire ; 3. Pour ce qui concerne les autres données visées au IV² de l'article 3, les mises à jour successives de chaque année scolaire seront conservées. <p>La conservation maximum des données Base élèves premier degré n'excédera pas le terme de l'année civile au cours de laquelle l'élève n'est plus scolarisé dans le premier degré. »</p> <p>A l'instar du choix opéré en France, <u>le Conseil d'Etat recommande d'opérer une catégorisation des données suivant leurs finalités respectives et de fixer à chacune une</u></p> |
|--|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

¹ Il s'agit des données suivantes: I. Identification et coordonnées de l'élève (nom, prénom, sexe, date et lieu de naissance, adresse de résidence, identifiant national élève). II. Identification du ou des responsables légaux de l'élève (nom, prénoms, lien avec l'élève, coordonnées, autorisations, assurances scolaires). III. Autres personnes à contacter en cas d'urgence ou autorisées à prendre en charge l'élève à la sortie de l'école (identité, lien avec l'élève, coordonnées).

² Il s'agit des données suivantes: IV Scolarité de l'élève (dates d'inscription, d'admission et de radiation, classe, niveau, cycle).

| | | |
|--|--|-----------------------------------------------------------------------------|
| | | <u>durée de conservation qui se trouve en concordance avec sa finalité.</u> |
|--|--|-----------------------------------------------------------------------------|